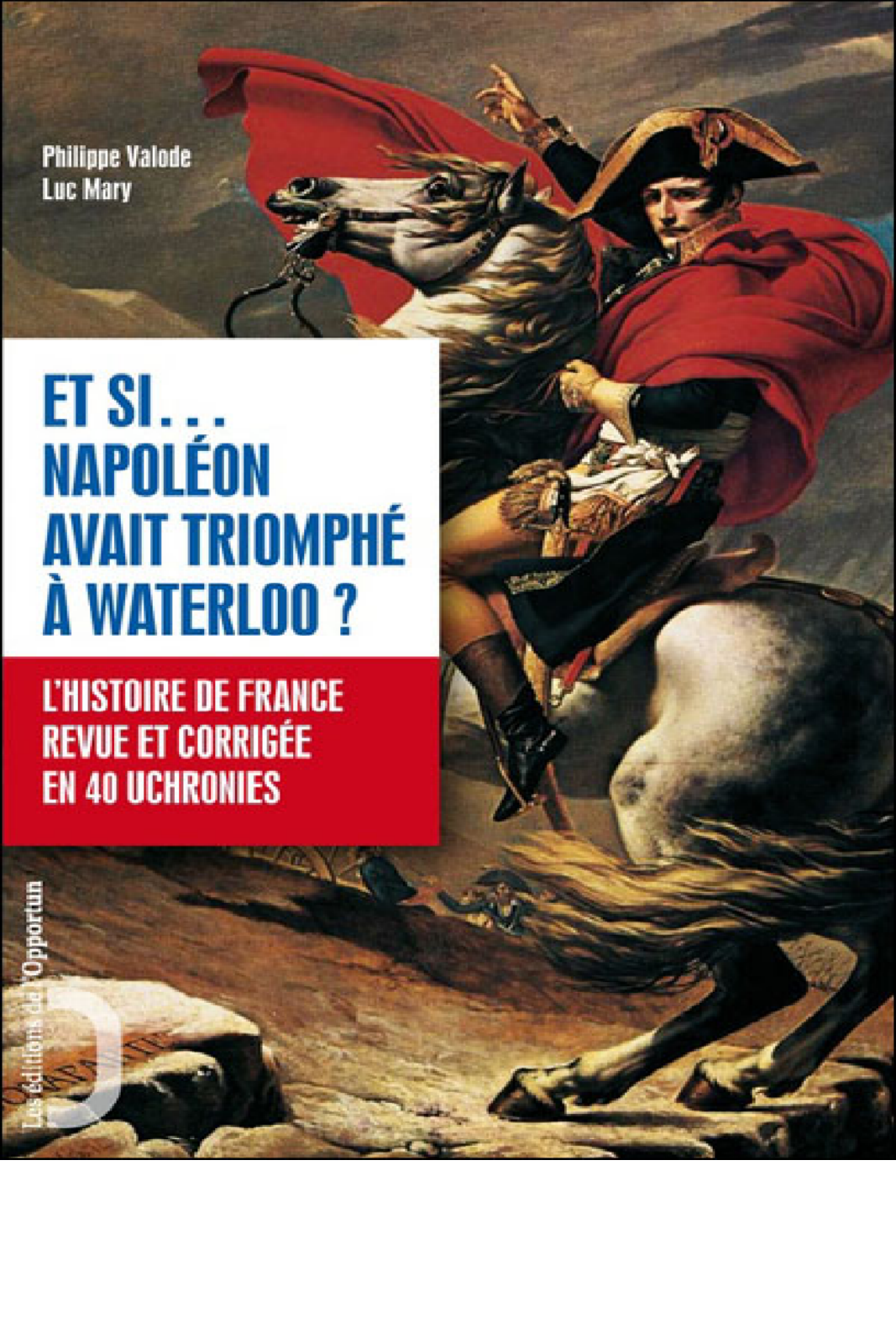


Et si...
Napoléon avait
triomphé à
Waterloo ?

Valode Philippe, Mary
Luc
Valode Philippe

VISIT...

LANZAROTE
Caliente.COM

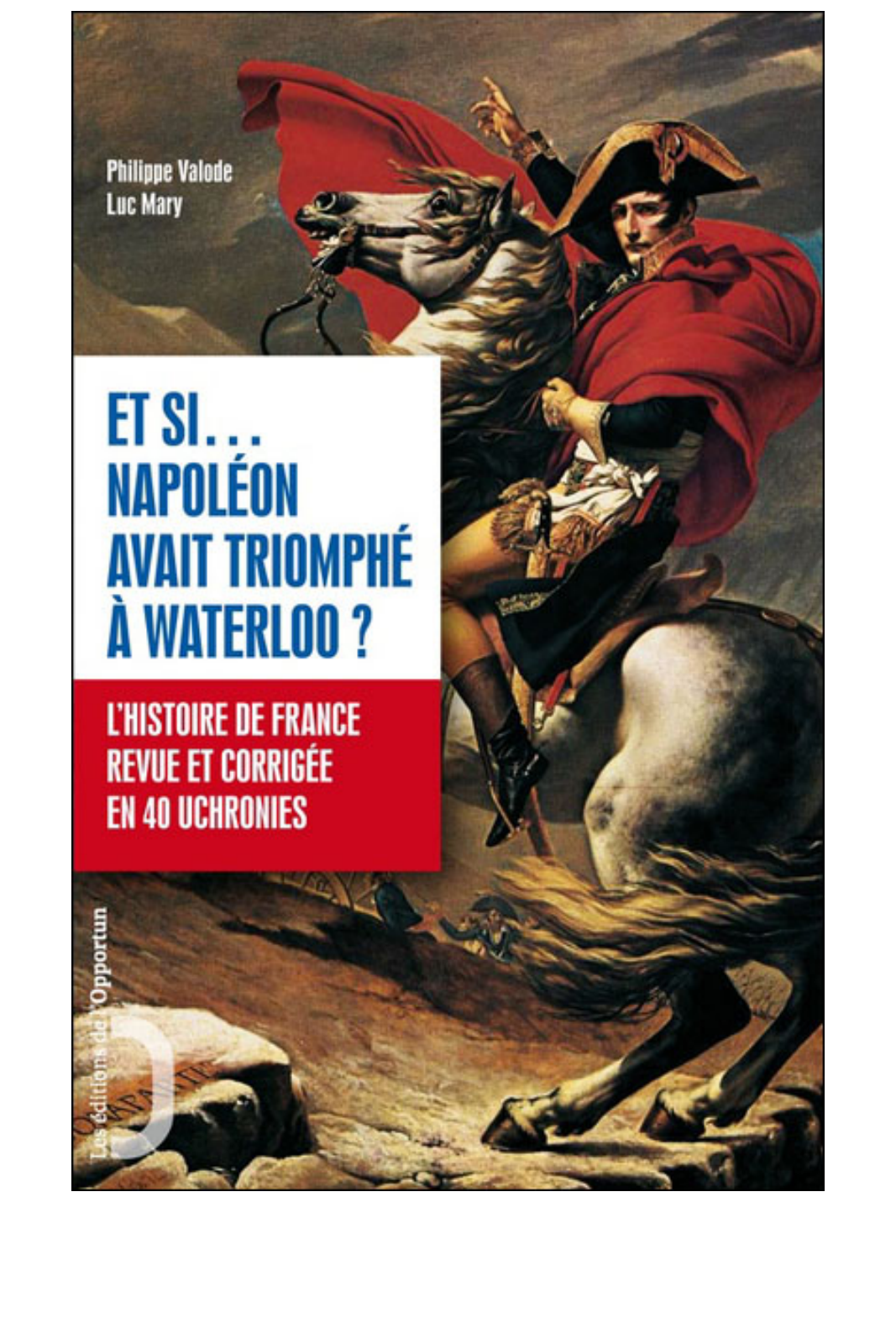


Philippe Valode
Luc Mary

ET SI... NAPOLÉON AVAIT TRIOMPHÉ À WATERLOO ?

L'HISTOIRE DE FRANCE
REVUE ET CORRIGÉE
EN 40 UCHRONIES

Les éditions de l'Opportun



Philippe Valode
Luc Mary

ET SI... NAPOLÉON AVAIT TRIOMPHÉ À WATERLOO ?

L'HISTOIRE DE FRANCE
REVUE ET CORRIGÉE
EN 40 UCHRONIES

Les éditions de l'Opportun

Philippe Valode
Luc Mary

Et si... Napoléon avait triomphé
à Waterloo ?

L'histoire de France revue et corrigée en 40 uchronies

Éditeur : Stéphane Chabenat
Suivi éditorial : Clotilde Alaguillaume
Mise en page : Emmanuelle Noël
Conception couverture : Philippe Marchand

978-2-36075-101-3

Les Éditions de l'Opportun
16, rue Dupetit-Thouars
75003 Paris

www.opportun-editions.fr

Ce document numérique a été réalisé par [Nord Compo](#)

Table des matières

Couverture

Titre

Copyright

Préface

Et si Abd El-Rahman avait remporté la bataille de Poitiers en 732 ?

Le partage de Clotaire Ier

Le triomphe de Brunehaut

Pépin de Landen provoque la perte de Brunehaut

Pépin de Landen maire du Palais

Charles finit par s'imposer

Vous avez dit Charles Martel !

Durant une décennie, Charles élargit son royaume

Le déclin des Omeyyades

Les Arabes de Cordoue maîtres de la Septimanie en 719

Coup d'arrêt devant Toulouse en 721

L'invasion musulmane semble irrésistible

Mariage mixte !

Abd el-Rahman divise son armée en deux

Le martyre de Lampégie

L'irrésistible avancée d'Abd el-Rahman

Eudes appelle au secours

Le 15 octobre 732, Charles convoque son ban

Brusque attaque sarrasine le 22 octobre 732

Les musulmans l'emportent à la tombée du jour, ce 23 octobre 742

Abd el-Rahman s'interroge

Échec à Tours

Le 27 octobre 732, Abd el-Rahman décide de lever le camp

Eudes s'est porté volontaire

Abd el-Rahman perd des hommes

Abd el-Malik attaque de nouveau les Francs en 737

Charles Martel ne le laisse pas s'implanter

La flotte sarrasine est repoussée

Repli arabe sur Narbonne

Et si Les Francs de Saint Louis avaient remporté la septième croisade en 1250 ?

« Le roi des moines »

De l'esprit de charité à l'esprit d'équité

Il faut « donner de l'épée dans le ventre »

Ainsi commence la septième croisade...

Sus au Caire !

Quand Robert d'Artois renonce à investir Mansourah

Saint Louis, nouvel Avoué du Saint-Sépulcre

Et si Charles VII avait racheté Jeanne d'Arc à Jean de Luxembourg en 1430 ?

Jeanne est bien née de Jacques d'Arc et d'Isabelle Romée

Bergère, pucelle, envoyée de Dieu !

Le triste état apparent du roi de Bourges

Jeanne subit tous les examens de passage

Une force qui va

Orléans libérée

Vaste offensive en juin

La décision de Gien

Le sacre de Reims

L'assaut contre Paris

Le roi estime avoir payé sa dette

À l'assaut des routiers

Philippe de Bourgogne souhaite reprendre les villes de l'Oise enlevées en 1429 par l'ost royal

Jeanne capturée le 23 mai 1430

Charles VII intervient

Que faire de Jeanne ?

Jeanne d'Arc priée de se marier

Et si Henri II avait survécu au tournoi des Tournelles du 30 juin 1559 ?

Otage de Charles Quint

En finir avec la Réforme !

Quand l'Espagne et l'Angleterre s'allient contre la France

La dernière guerre d'Italie

Une paix de compromis ?

Le tournoi

La main de Dieu ou « le miracle de la rue Saint-Antoine »

Un roi, une loi, une foi

En 1567, l'assassinat de Coligny met un terme à la guerre de Huit Ans

Et si Anne d'Autriche avait été répudiée par Louis XIII en 1538 ?

Roi Très Chrétien contre Roi Très Catholique

Pour une révocation de l'édit de Nantes

La journée des Dupes renforce le pouvoir de Richelieu

Gaston d'Orléans, l'éternel conjuré

En juin 1638, Louis XIII répudie sa femme

La conjuration de Cinq-Mars

L'assassinat de Richelieu écourte la guerre contre l'Espagne

Et si Napoléon avait triomphé à Waterloo le 18 juin 1815 ?

Napoléon au ban de l'Europe

Napoléon et Davout consacrent toutes leurs forces à reconstituer l'armée française

Le plan génial de Napoléon Ier

Double bataille le 16 juin 1815

Napoléon n'est pas au mieux de sa forme

Le 17 juin, tentative de s'implanter sur le plateau Saint-Jean

Nuit d'enfer

Premières attaques

Vers 16 heures, la Haye-Sainte tombe aux mains des Français

« Il dit Blücher, c'était Grouchy ! »

L'armée britannique fuit sur la route de Bruxelles

Vers 19 heures, les combats cessent

Que faire ?

Enlever le roi à Gand !

Louis XVIII captif

Et si le général Boulanger était entré à l'Élysée le 27 janvier 1889 ?

Un ministre de la Guerre « révolutionnaire »

Un certain 14 juillet 1886

Quand l'exil transforme Boulanger en « martyr républicain »

Le général Revanche remporte la bataille de Paris

Boulanger devient boulangiste ou quand un général entre à l'Élysée !

« Vive l'honneur retrouvé ! »

La Constitution révisée ou l'avènement d'une République présidentielle

La guerre contre l'Allemagne

Et si la France avait stoppé Hitler dès 1936 ?

Quand l'Union soviétique inquiète davantage que l'Allemagne nazie

27 février 1936 : la ratification du Pacte franco-soviétique

La provocation française

Le pari risqué du Führer

Samedi 7 mars 1936

Quand l'Angleterre propose sa médiation

Le 9 mars 1936, Sarraut décrète finalement la mobilisation générale

Hitler préfère retirer ses troupes

30 avril 1936. Échec et mat au Führer... mais les nazis restent au pouvoir

Et si le général de Gaulle avait remporté le référendum du 27 avril 1969 ?

L'usure du pouvoir et la crise de 1968

Le général perplexe

Réforme des universités et de la participation

De Gaulle s'efforce de trouver une autre idée

Pompidou se positionne

Le référendum est fixé au 27 avril 1969

Victoire sur le fil

Edgar Faure, Premier ministre

De Gaulle prévoit l'avenir

Et si Édouard Balladur avait été élu président de la République le 7 mai 1995 ?

Le 29 mars 1993, Édouard Balladur est nommé Premier ministre

Au sommet du Capitole

Vent force 8 !

Lente décantation à gauche

La pomme chiraquienne !

Chirac devant !

Balladur second le 23 avril 1995

Balladur élu le 7 mai 1995

Simone Veil en action

Préface

Et si Napoléon n'avait pas eu une crise d'hémorroïdes le 18 juin 1815, et si Grouchy était apparu vers 16 heures à la place de Blücher, assurément Napoléon aurait gagné la bataille de Waterloo. D'autant plus qu'il venait, enfin, de s'emparer du mont Saint-Jean, y avait installé une batterie de canons qui creusait des sillons sanglants dans les rangs anglais. Déjà certains uniformes rouges commençaient à refluer vers Bruxelles...

Ainsi n'est-il nullement paradoxal d'affirmer que l'inattendu, le surprenant, l'inimaginable, l'extravagant est bien la défaite de l'empereur à Waterloo et non pas sa victoire !

En l'exprimant d'une façon différente, la victoire de Napoléon I^{er} à Waterloo est plus vraisemblable que sa défaite. C'est parce que Grouchy se fait stupidement gruger que Napoléon est défait, alors que, malgré une évidente méforme physique, il tient la victoire, acculant Wellington. La fiction est donc plus conforme à la probabilité historique. Et d'une certaine manière, la fiction dépasse en crédibilité historique la réalité et non l'inverse...

Ainsi, au-delà du célèbre affrontement de Waterloo, avons-nous retenu dans l'histoire de France une quarantaine d'événements qui auraient du se dérouler autrement qu'ils ne se sont véritablement développés.

Travail d'historien précis que celui qui consiste, à partir de la connaissance intime d'une période, à réécrire l'histoire vraisemblable, probable, crédible d'une période parce qu'un événement qui devait survenir a tourné autrement. Ainsi, Vercingétorix aurait-il dû vaincre César à Alésia si les armées gauloises de secours, à qui l'ordre avait été donné de ne point attaquer le camp du Romain mais de l'affamer, lui avaient obéi ! Quant à Jeanne d'Arc, comment imaginer que Charles VII ne l'ait pas rachetée à Jean de Luxembourg qui n'en exigeait qu'une somme raisonnable ? De même Louis XVI n'avait qu'un ordre à donner pour qu'à Varennes, si près de la frontière salvatrice, Choiseul et ses hussards forcent la foule pour le sauver avec sa famille. Et c'est miracle que Joffre ait remporté la bataille de la Marne, sauvant Paris grâce à la vista remarquable du vieux Gallieni. Enfin, dernière exemple, tous ses collaborateurs s'attendaient à voir le maréchal Pétain gagner Alger fin novembre 1942 après l'invasion de la zone libre et le sabordage de la flotte...

Au fond, les deux auteurs de ces 40 uchronies ont réécrit une histoire de

France différente mais tellement plus probable que celle qui s'est, en vérité, inscrite dans les faits. Une histoire rigoureuse, renseignée, parfaitement crédible.

Quant à savoir si le déroulement imaginé et vraisemblable des faits aurait changé en profondeur l'histoire de France, la réponse n'est nullement uniforme. Tel événement pèse plus qu'un autre, tel autre moins. Mais imaginer la victoire gauloise, la défaite de Charles Martel à Poitiers, la survie de Jeanne d'Arc, la victoire de Montcalm, le général Boulanger à l'Élysée, le général Gamelin remplacé par Weygand le 9 mai 1940, l'évacuation anticipée de Diên Biên Phu, la victoire de François Mitterrand en 1974 et celle d'Édouard Balladur en 1995, c'est réécrire une grande partie de notre histoire, sans véritablement tomber dans l'imaginaire et la fiction. Mais prendre conscience des apports négatifs et positifs des véritables événements – pourtant invraisemblables – sur notre destinée nationale.

Et si Abd El-Rahman avait remporté la bataille de Poitiers en 732 ?

Le partage de Clotaire I^{er}

Après avoir unifié le territoire franc, le roi mérovingien Clotaire I^{er} décide, selon la tradition franque, de partager son royaume entre ses 4 fils : Caribert, Gontran, Sigebert et Chilpéric. Sigebert hérite de l'Austrasie, Chilpéric et Caribert se partagent la Neustrie, Gontran reçoit la Bourgogne. Sigebert voit large : il entend épouser une princesse wisigothe d'Espagne, la fille du roi Athanagilde, qui tient brillante cour à Cordoue. Il s'agit de Brunehaut, une femme de caractère qui va profondément marquer Bourgogne et Austrasie durant plusieurs décennies. Le mariage est célébré en 566. Jaloux de son frère, Chilpéric décide de convoler avec la sœur de Brunehaut, Galswinthe, après avoir écarté son épouse en titre, Audovère.

Mais Galswinthe doit aussitôt faire face à la haine farouche de Frédégonde, la maîtresse de Chilpéric, qui n'entend pas laisser la couche du roi à une épouse, fût-elle légitime. Dès 568, elle la fait étrangler puis obtient le pardon du roi avant que de lui réclamer le mariage et d'obtenir satisfaction.

Alors débute une lutte sans merci entre Sigebert, poussé par son épouse, et Chilpéric. Vainqueur en 575, Sigebert est assassiné par des sicaires à la solde de Frédégonde. Alors que Brunehaut paraît perdue, Chilpéric l'épargne et la renvoie en Austrasie exercer la régence au nom de son fils, Childebert II.

Le triomphe de Brunehaut

Ayant éliminé tous les héritiers au trône de Neustrie, notamment la première épouse de Chilpéric, Audovère, et ses deux fils, pour favoriser l'accession de son unique rejeton survivant, Clotaire, Frédégonde en vient à supprimer Chilpéric lui-même, en 584 ! La guerre s'enflamme aussitôt entre les deux régentes, Brunehaut pour le compte de Childebert II en Austrasie et Frédégonde pour le compte de Clotaire II en Neustrie. En 600, les Austrasiens l'emportent sur les Neustriens à la bataille de Dormelles, en Seine-et-Marne. Clotaire II, vaincu, ne contrôle plus qu'une partie de la Neustrie. Alors que les fils de Childebert II, Théodobert II et Thierry II, et donc les petits-fils de Brunehaut, à nouveau régente, règnent respectivement sur l'Austrasie et la

Bourgogne. En 612, Thierry II écrase son frère, Théodobert II, à Toul, l'exécute, puis réunifie Austrasie et Bourgogne. C'est le triomphe de Brunehaut !

Pépin de Landen provoque la perte de Brunehaut

En 613, à l'instigation de sa grand-mère, Brunehaut, Thierry II s'apprête à engager l'offensive contre l'État croupion de Neustrie, que dirige encore Clotaire II. Une dysenterie foudroyante le tue en quelques jours.

Les grands d'Austrasie relèvent la tête : Pépin de Landen prend la tête du mouvement de révolte contre Brunehaut. Avec son complice, l'évêque de Metz, Arnoul, ils décident de livrer la vieille reine à son pire ennemi, Clotaire II, le fils de Frédégonde. Longuement suppliciée, Brunehaut finit disloquée, attachée à un cheval lancé au galop...

Pépin de Landen maire du Palais

Aussitôt l'aristocrate Pépin de Landen réclame son dû : le voilà maire du palais d'Austrasie ! Le fils de Clotaire II, Dagobert I^{er}, vient en personne ceindre la couronne d'Austrasie à Metz. À son accession au trône mérovingien, en 629, Dagobert I^{er} règne sur un royaume franc réunifié. Et appelle auprès de lui Pépin de Landen. En 639, à la mort du roi Dagobert I^{er}, Pépin de Landen reprend le gouvernement de l'Austrasie. Il meurt sans doute en 640.

Cependant Pépin de Landen et l'évêque Arnoul ont uni leurs enfants, Begga et Ansegisel. Leur fils, Pépin de Herstal, saisit l'opportunité de la mort du roi Dagobert II, en 679, pour s'imposer comme maire du palais d'Austrasie. Aussitôt la guerre s'engage entre Neustrie et Austrasie. Le roi de Neustrie, Thierry III, soutenu par son maire du Palais, Ebroïn, remporte un grand succès militaire sur les troupes de Pépin de Herstal, près de Laon, en 680. Mais, en 687, celui-ci prend sa revanche : il triomphe à la bataille de Tertry des Neustriens de Thierry III. Le voilà réunificateur du royaume mérovingien, à la tête duquel il décide de placer... le courageux Thierry III, jusqu'à la mort du roi, en 691. Avec intelligence, Pépin de Herstal maintient un maire du Palais en Neustrie et en Bourgogne, Norbert. À sa mort, Norbert est remplacé par le propre fils de Pépin, Grimoald.

Ayant repoussé les Frisons, Pépin de Herstal rétablit son hégémonie sur les Alamans. À la mort de son fils, Grimoald, assassiné en 714, il désigne pour lui succéder, comme maire du Palais, un fils naturel de ce dernier, Théodoald, un enfant de 6 ans !

Charles finit par s'imposer

Pépin de Herstal étant mort en 714, la lutte pour la succession est rude. Car sa veuve, Plectrude, entend régner seule comme régente, s'imposant tant à

un roi mérovingien sans pouvoir, Dagobert III, qu'à son petit-fils, maire du Palais unique, Théodoald. Elle fait jeter en prison, Charles, le fils que Pépin de Herstal a eu d'une belle concubine, Alpaïde. Âgé de 29 ans, Charles s'échappe. Il réagit en soulevant l'Austrasie, puis la Neustrie contre Plectrude. Et la renverse, devenant maire du palais d'Austrasie. Il doit briser les Neustriens qui, derrière leur maire du Palais, Rainfroi, tentent de recouvrer leur indépendance. Excellent chef militaire, il les vainc à deux reprises, à Amblève et à Vincy. Avant d'écraser, à Néry, les Aquitains du duc Eudes, venus à leur secours.

Maître de l'ensemble du territoire franc, Charles impose le roi Thierry IV, à l'autorité toute théorique. À la mort du roi mérovingien, il ne lui donne pas de successeur.

Vous avez dit Charles Martel !

Le roi Charles aurait, dit-on, acquis son surnom de Martel, à la bataille de Poitiers, ayant frappé de sa lourde épée, à tour de bras, les Sarrasins. Rien n'est plus inexact ! Faut-il, alors, y voir une allusion à la mythologie, celle du dieu Thor, le fils d'Odin, grand lanceur de marteau (*martellus*) devant l'Éternel ? À moins qu'il ne s'agisse d'une excitante évocation du héros de la Bible, Judas Petit Marteau, alias Maccabée, un fameux guerrier juif qui dirigea la grande révolte de -165 contre le roi Antiochos IV Épiphane ? Et si Martel était tout simplement son vrai nom, comme on le pense aujourd'hui ?...

Durant une décennie, Charles élargit son royaume

Ayant assuré l'ordre au cœur du royaume mérovingien, Charles veut en élargir la taille. Il protège sa frontière rhénane, puis s'empare de la Bavière (728), élargit les terres conquises en Frise, enfin repousse les Saxons.

Le déclin des Omeyyades

Maîtres de Damas, ayant conquis une grande partie du Bassin méditerranéen, les Arabes omeyyades connaissent très tôt une série d'échecs. D'abord devant Byzance qui les repousse à 2 reprises, avec de lourdes pertes, tant en 678 qu'en 717, puis en 721 à Toulouse, enfin à Covadonga, en 722, dans les Asturies espagnoles. Le royaume musulman de Cordoue connaît lui-même, durant la première partie du VIII^e siècle, de profonds soubresauts qui tiennent, pour l'essentiel, à l'opposition entre Bédouins (majoritaires) et Berbères, dans un pays où les chrétiens sont les plus nombreux et se voient privés de lieux de culte.

Les Arabes de Cordoue maîtres de la Septimanie en 719

Après s'être emparés de Narbonne et en avoir fait la capitale de la Septimanie, une base avancée pour leurs opérations en direction de l'Aquitaine et de la Provence, les Omeyyades d'Espagne décident de pratiquer des raids pour tester les défenses de l'adversaire.

Coup d'arrêt devant Toulouse en 721

En 721, le duc d'Aquitaine, Eudes, leur inflige un sévère revers devant Toulouse.

L'invasion musulmane semble irrésistible

Bloqués en Aquitaine, les musulmans d'Espagne envahissent le Sud. En 725, ils assiègent Carcassonne qui accepte de leur payer tribut. Puis s'emparent d'Agde, de Béziers, de Lodève, de Maguelone, avançant jusqu'à Nice. Enfin ils attaquent la cité d'Avignon et la conquièrent.

Mariage mixte !

Nommé par l'émir de Cordoue à la tête de la Septimanie, Manuza, un Berbère, n'est nullement disposé à la transformer en bastion tourné contre la chrétienté. Il est, au contraire, un sincère partisan de la paix. Et régent le pays avec l'appui des chrétiens. Il en vient même à épouser la fille d'Eudes, le duc d'Aquitaine, la belle Lampégie. De fait, il conclut une trêve avec les chrétiens. Ce crime contre la communauté des croyants musulmans, *l'oumma*, ne saurait demeurer impuni.

Dès son accession, en 730, l'émir de Cordoue, Abd el-Rahman décide de châtier l'impudent Manuza et d'ordonner le *djihad* à ses troupes endormies dans le confort de la paix. Pense-t-il vraiment pouvoir élargir la superficie de la Septimanie ? Ou se contenterait-il d'un important butin ? Et pourquoi pas les deux ?

Abd el-Rahman divise son armée en deux

En 732, l'émir de Cordoue lève une armée et la divise en deux, conservant l'essentiel des forces, et surtout la cavalerie, auprès de lui. À son lieutenant, Djedi ibn Zeyane, il donne l'ordre d'aller châtier Manuza. Et lui-même prend la direction de l'Aquitaine. Il entend venger la défaite de 721 et s'avancer jusqu'à Poitiers et même Tours, réputée pour la richesse de ses abbayes.

Le martyr de Lampégie

Face aux troupes de Cordoue, Manuza ne peut guère résister. Il fuit jusqu'au fin fond de la Cerdagne. Assiégé dans Llivia, après une résistance

héroïque, il se donne probablement la mort pour éviter de tomber vivant entre les mains des Bédouins ! Quant à Lampégie, capturée, elle est épargnée. Et va rejoindre le harem du calife omeyyade Hicham à Damas.

L'irrésistible avancée d'Abd el-Rahman

Cependant, l'armée de l'émir progresse en Aquitaine. Sans doute n'est-elle pas une troupe immense, mais elle sait devoir combattre les Toulousains d'Eudes, puis les Francs de Charles Martel devant Poitiers ou Tours. Ce n'est pas une armée d'invasion, ayant vocation à laisser des garnisons au cœur des villes conquises, mais un puissant parti de cavaliers et d'infanterie capable de briser les armées adverses. L'armée mérovingienne, plus nombreuse que la toulousaine, ne compte sans doute pas moins de 10 000 combattants. On peut donc estimer que l'émir dispose d'un nombre de soldats comparable. Ayant mis le siège devant Bordeaux, après avoir conquis Dax et Mont-de-Marsan, Abd el-Rahman s'en empare. C'est alors que le vieux duc Eudes d'Aquitaine lui barre la route entre Garonne et Dordogne. Les Aquitains sont écrasés et leurs troupes refluent en désordre vers Toulouse.

L'émir poursuit sa marche en avant, s'emparant de Périgueux puis d'Angoulême, avant que d'atteindre les faubourgs de Poitiers, qu'il emporte. Après avoir mis le feu à la basilique de Saint-Hilaire, sans doute le 10 ou le 12 octobre 732, l'émir fait reposer ses troupes le long de la rivière Clain, au nord de Poitiers, dans un espace délimité par les hameaux de Moussais, du Vieux-Poitiers et de Cenon.

Eudes appelle au secours

Le comte Eudes décide, dès le lendemain de sa défaite, de faire appel à Charles Martel, le véritable roi du royaume mérovingien. Il envoie son fils, Hunaud (ou Hunald), à Trèves, au quartier général du Mérovingien. Et réclame aide et assistance.

Des malheurs d'Eudes, Charles n'est nullement affecté. Il y voit le moyen de faire plier le duc et de le soumettre à sa suzeraineté. Certes le monde chrétien doit combattre les musulmans mais pas avant qu'Hunaud ait fait allégeance au royaume franc... Ce qu'il accepte !

Le 15 octobre 732, Charles convoque son ban

C'est à Sainte-Catherine-de-Fierbois que tous sont convoqués : Austrasiens (la garde de fer du régime), Alamans, Neustriens, Bavarois, Burgondes, combattants de Thuringe, tous viennent rejoindre Charles Martel. Charles dispose d'une infanterie très puissante mais sa cavalerie caparaçonnée n'est pas suffisante. Il est donc convenu que des contingents toulousains, les débris de l'armée d'Eudes, viennent le rejoindre.

Aussitôt l'ost se met en marche vers Poitiers, où il parvient, sans doute,

Brusque attaque sarrasine le 22 octobre 732

Durant 3 jours, les deux armées s'observent et se jaugent. Des escarmouches se produisent. Soudain, le 22 octobre, l'émir Abd el-Rahman lance sa cavalerie contre la troupe chrétienne. Les combats durent toute la journée, mais le mur de fer mérovingien tient bon. Le 23 octobre, Abd el-Rahman est fébrile : son assaut de la veille a échoué. Certes, il n'a pas engagé toutes ses réserves... Que faire ? Sa décision est prise : il vaincra ou il périra aujourd'hui ! L'ordre est donné d'un assaut généralisé de toute la force arabe.

Les musulmans l'emportent à la tombée du jour, ce 23 octobre 742

Les chrétiens combattent séparément, par peuple, a observé l'émir. Il fait porter l'attaque sur les Austrasiens, la troupe d'élite de Charles Martel. Si leurs rangs cèdent, l'ensemble de l'armée franque se décomposera, pense-t-il.

Lancée en début d'après-midi, l'attaque est d'abord repoussée. Mais les charges de cavalerie successives ébranlent peu à peu le front mérovingien. Sentant l'heure décisive, vers 17 heures, Abd el-Rahman se porte à la tête de ses escouades montées. « Allah Akbar ! » hurlent alors des milliers de poitrines. Et brutalement, l'émir lance la charge. Ses hommes ont tôt fait de le rattraper et de le dépasser, pour avoir l'honneur d'être les premiers au contact. Malgré leurs lourds boucliers, les premiers rangs austrasiens rompent : il leur faut reculer, puis s'enfuir. La troupe franque tente de se reformer. Alors, brusquement, l'émir disperse sa cavalerie et une nuée de flèches s'abat sur les Francs. Rameutant brusquement ses cavaliers, Abd el-Rahman poursuit les chrétiens et en fait grand massacre. Enfin, Charles Martel, réagissant, fait donner ses cavaliers cataphractaires pour couvrir la retraite.

L'émir contient ses troupes : il est maître du terrain et la route de Tours est ouverte, avec ses magnifiques abbayes qui contiennent, dit-on, les plus beaux trésors religieux du pays.

Abd el-Rahman s'interroge

Les pertes ont été lourdes au sein de l'armée de Cordoue, et l'ennemi a pu se reprendre. Il cherche certainement à se repositionner. Peut-il vraiment interdire la route de Tours ? N'est-il pas hasardeux de s'avancer encore en territoire franc ? Les hommes voudraient poursuivre, attirés par le gain et la razzia des captifs. Mais l'émir a perdu le chef de son archerie, si précieux, durant la bataille. Et de nombreux chevaux ont été blessés... Il vaut mieux panser les plaies et commencer de se retirer, avec bagages et prisonniers. Certes Tours n'est qu'à 80 km : une journée de cheval si l'on trouve eau et foin.

Qu'un raid soit donc lancé pour piller la basilique Saint-Martin-de-Tours qui abrite, derrière son maître-autel, la dépouille du plus célèbre saint d'Occident mais aussi le plus beau trésor religieux de Gaule ! Et qu'elle soit incendiée ! Pas plus d'une escouade de 100 ou 150 cavaliers ! Et que l'on ne s'attarde pas dans la cité. Seules les pièces les plus précieuses, d'or et d'argent, devront être emportées dans un unique charroi qui ne ralentisse point trop le retour. En frappant ainsi au cœur le christianisme, après avoir fait céder la troupe mérovingienne, Abd el-Rahman sait qu'il deviendrait indispensable à la dynastie omeyyade.

Échec à Tours

Charles Martel est parvenu à sauver l'essentiel, malgré la défaite. Il lui faut, à présent, un succès de prestige. Il ordonne de protéger Tours, certain qu'Abd el-Rahman va l'attaquer. Lorsque la razzia musulmane s'approche de l'abbaye de Saint-Martin, il la laisse pénétrer dans la cité, la cerne et l'anéantit.

Le 27 octobre 732, Abd el-Rahman décide de lever le camp

Il n'est plus possible d'attendre le retour des cavaliers du raid sur Tours ! L'on manque de vivres et de foin ! L'ordre de lever le camp est donné le 27 octobre, alors que des cavaliers francs sont signalés dans la forêt de Moulière. Que l'on suive la voie romaine vers Bordeaux ! La marche est ralentie par les lourds bardas de tentes pliées, les files de captifs, les nombreux trésors amassés à l'aller...

Eudes s'est porté volontaire

Eudes, le comte d'Aquitaine s'est porté volontaire pour suivre l'armée sarrasine avec ses hommes. Et il entend lancer contre elle quelques actions décidées, par surprise. Charles a donné son accord et ordonné que l'on double la troupe aquitaine de gens de guerre austrasiens et neustriens. Ainsi espère-t-il s'assurer de l'Aquitaine, malgré la défaite.

Déjà, sur le chemin du retour vers Trèves, il commence à organiser une nouvelle cavalerie, plus légère, plus mobile, comme celle des Arabes. Il sait qu'il devra en financer une partie, une vraie révolution. Qu'importe, on prendra l'argent là où il est, à l'Église. Déjà il destitue des évêques (comme cet Eucher d'Orléans qu'il déteste), les emprisonne, s'empare arbitrairement de leurs biens. Il les revend pour financer sa cavalerie ou les offre à ses nobles, ces chefs de guerre dont il a le plus pressant besoin. Ainsi soutient-il la création d'une aristocratie militaire, prélude à l'instauration de la féodalité.

Abd el-Rahman perd des hommes

Volées de flèches, attaques de l'arrière-garde chargée de bagages se multiplient, creusant les rangs musulmans. Impossible de lutter contre un ennemi invisible ! Enfin, l'émir atteint les Pyrénées.

Abd el-Malik attaque de nouveau les Francs en 737

Le successeur d'Abd el-Rahman décide d'attaquer la Provence plutôt que l'Aquitaine. Et lance son offensive en 737, depuis ce camp retranché arabe qu'est devenue la Septimanie. Il fait à nouveau le siège d'Avignon, puis celui d'Arles et s'empare des deux villes.

Charles Martel ne le laisse pas s'implanter

Prudent, Charles Martel recherche l'alliance du roi des Lombards, Liutprand. Ce dernier est facile à convaincre : il craint ces musulmans qui perturbent les passages alpins entre Provence et Italie ! Alors les deux armées s'avancent vers Avignon dès 737 et le siège débute...

Cette fois par de quartier : la ville résiste longuement. Tous les défenseurs arabes capturés sont passés par les armes. Et pour effrayer les Provençaux tentés par une coopération avec Cordoue, la cité est incendiée.

La flotte sarrasine est repoussée

Cependant une flotte sarrasine s'approche de Narbonne. Charles se poste sur les deux rives de la Berre et l'anéantit. Puis, ses forces tentent, en vain, de s'emparer de Narbonne. Dépitées, sur le chemin du retour, elles ravagent toutes les villes de Septimanie soupçonnées de complicité avec les Arabes (ce qui n'est pas totalement faux, de nombreuses conversions à l'Islam étant enregistrées). Les destructions d'Agde, de Béziers, de Montpellier et même de Nîmes ont également pour but d'affaiblir les défenses musulmanes dans le sud de la France.

Repli arabe sur Narbonne

Après une nouvelle tentative pour s'emparer d'Avignon en 739, les Arabes se replient sur Narbonne et n'en sortent plus. Ils vont la conserver encore une décennie, avant d'en être chassés. La victoire des Sarrasins à Poitiers a donc été un succès sans lendemain. À cause, il est vrai, de lourdes dissensions entre musulmans qui entraînent le renversement des Omeyyades à Damas. Dès 749, Abu al-Abbas, chef de la révolution chiite, se proclame calife.



Et si Les Francs de Saint Louis avaient remporté la septième croisade en 1250 ?

Depuis août 1244, le tombeau du Christ est de nouveau aux mains des Infidèles. La nouvelle fait l'effet d'un coup de tonnerre dans le ciel de la chrétienté. En effet, depuis près de 3 ans, des bandes de pillards khwarizmiens mettent à sac les États latins d'Orient. Associées aux troupes de l'émir ayyoubide d'Égypte, elles s'emparent successivement de Tibériade et de la ville sainte de Jérusalem. Mieux encore, en octobre 1244, une armée coalisée de Francs et de Syriens est anéantie au nord-est de Gaza. C'est la surprenante défaite de la Forbie. Sur le champ de bataille, plus de 7 000 corps croisés sont dénombrés. La chrétienté n'avait pas subi un tel revers depuis l'épisode des cornes d'Hattin. Les Lieux saints contrôlés par les Égyptiens ! Serait-ce le glas des États francs d'Orient ? La réaction au désastre ne se fait pas attendre. Dès l'année 1245, lors du concile de Lyon, le pape Innocent IV appelle à la levée de nouvelles armées pour délivrer le tombeau du Christ. C'est compter sans les multiples divisions qui rongent la chrétienté. En ces temps de troubles, le Saint Empire est en lutte ouverte avec la papauté et Henri III d'Angleterre a maille à partir avec ses barons.

De tous les souverains européens, le roi de France Louis IX est celui qui montre le plus d'enthousiasme à partir pour cette nouvelle croisade. Imprégné d'une piété confinant au fanatisme et surtout pourfendeur de toutes les hérésies, en particulier celle des cathares, le futur Saint Louis fait de cette croisade un devoir de chrétien. « Empereur de la chrétienté » avant d'être roi de France, il se pose en parfait contempteur de l'Islam...

« Le roi des moines »

Saint Louis ? « Je préfère le savoir mort que pécheur », disait de lui sa mère, Blanche de Castille. Roi depuis l'âge de 12 ans, l'héritier de Louis VIII est en effet profondément imprégné de culture religieuse, une piété largement inculquée par sa mère. Sa foi illimitée et son admiration pour le Christ lui imposent une discipline de vie très stricte qui se manifeste par une grande austérité. Calquant le rythme de ses journées sur celui des moines, il se lève

très tôt pour assister aux matines après s'être couché sur un lit de bois. Louant les vertus de l'humilité, pour être plus proche du Christ, Louis IX porte en permanence un cilice et une simple cotte de camelot. Quand il se rend à l'abbaye de Royaumont, il s'assied à même le sol au milieu des religieux « confortablement » installés dans leurs stalles. Son abnégation se traduit aussi par une très grande compassion envers les pauvres, les infirmes et les lépreux.

Quotidiennement, on distribue de l'argent aux misérables. Deux fois par semaine, les restes de la table royale sont servis aux mendiants qui se pressent aux portes du palais. Les veilles de fête, 200 « privilégiés » reçoivent même 2 pains et 12 deniers ! Saint Louis ne se contente pas de partager sa table avec les plus déshérités : il en vient aussi à leur laver et à leur baiser les pieds, au grand dam des sujets de la Cour, qui le qualifient de « roi des moines ». En agissant ainsi, Louis IX n'entend pas oublier sa fonction royale, mais il se pose en premier disciple des enseignements du Christ.

De l'esprit de charité à l'esprit d'équité

Dans son grand élan de générosité, il fonde de multiples institutions charitables, à l'exemple de l'Hôtel-Dieu de Pontoise ou encore de Filles-Dieu pour les prostituées. Cette charité envers les plus misérables se conjugue avec une volonté inébranlable de justice pour tous. Nous avons tous en mémoire l'image de Saint Louis rendant lui-même la justice sous un chêne du bois de Vincennes. Ne distinguant plus les pauvres des riches, le roi capétien met l'accent sur la responsabilité de chacun. Son souci de l'équité et sa générosité sont loin d'être synonymes de faiblesse. Une noble dame de Pontoise l'apprend à ses dépens. En appelant à la clémence du roi après avoir fait assassiner son mari par son amant, la jeune femme est condamnée et brûlée vive à l'endroit même du meurtre.

Il faut « donner de l'épée dans le ventre »

La fermeté et la droiture dont se prévaut Louis IX sont inséparables de la volonté royale d'imposer la paix dans son royaume, d'en éradiquer les hérésies et de guerroyer contre les infidèles en Terre sainte. Il faut « donner de l'épée dans le ventre », dit-il. Un principe qui le conduit à introduire l'Inquisition romaine en France, à réprimer les juifs (qui sont expulsés, forcés de porter l'affreuse rouelle) et à combattre les cathares. Huit mois après le terrible épisode du bûcher de Montségur, alors en proie à une terrible attaque de paludisme, Louis IX fait le vœu de partir en Terre sainte sitôt qu'il se rétablira. Son entourage le désapprouve. Peu importe, Louis entend traverser la Méditerranée pour desserrer l'étau musulman autour des Lieux saints.

Après 4 ans de préparatifs, forte de 120 grandes nefes et de 1 500 bateaux plus petits (contenant pas moins de 30 000 hommes), l'armée royale appareille du port d'Aigues-Mortes. Le 25 août 1248, c'est le grand départ

pour la croisade, la septième du nom. Pour la première fois de sa vie, Saint Louis vogue vers l'orient, la terre du Christ. Trois semaines plus tard, les croisés accostent à Chypre. Ils sont reçus à Limassol par le roi Henri I^{er} de Lusignan. Tirant les leçons de la précédente expédition militaire, la désastreuse « croisade » de 1239, le roi capétien n'entend cependant pas livrer bataille sur le sol même de la Terre sainte. Pour récupérer Jérusalem, Louis IX ne débarquera pas à Acre mais à Damiette.

Ainsi commence la septième croisade...

Damiette ? Une telle destination peut surprendre. L'objectif des croisés est pourtant moins de conquérir le delta du Nil que de reconstituer le royaume latin de Jérusalem. Frapper l'Égypte en son cœur pour obliger le sultan Al-Salih Ayyoub à abandonner Jérusalem, telle apparaît la stratégie des Francs. Louis IX compte par ailleurs sur les rivalités qui opposent le sultan d'Égypte à l'émir de Damas pour mieux imposer l'ordre chrétien. En juin 1249, le premier acte guerrier de la septième croisade est signé. La flotte franque débarque en effet à Damiette. Elle n'y rencontre qu'une faible résistance et s'en empare sans coup férir. Pris de panique, les habitants de Damiette préfèrent prendre la fuite. « Mes amis et fidèles, déclare Louis IX à ses soldats, nous serons invincibles, si nous sommes inséparables dans notre charité ; je ne suis pas le roi de France, je ne suis pas la Sainte Église, c'est vous, en tant que vous êtes tous le roi, qui êtes la Sainte Église » (extrait de *Histoire de l'Église* de Daniel-Rops, paru chez Fayard en 1952). La campagne d'Égypte démarre donc sous les meilleurs auspices.

Sus au Caire !

En apprenant la chute de Damiette, le sultan Ayyoub est saisi de panique. Aussi propose-t-il au chef des croisés d'échanger la ville du Nil contre la ville trois fois sainte. En d'autres termes, il lui offre Jérusalem sur un plateau d'argent. Mais le roi de France refuse la proposition du sultan sous prétexte que son interlocuteur n'est qu'un infidèle. Le roi chrétien se montre d'autant plus intransigeant qu'il se sent en position de force. L'Égyptien est en effet mourant, littéralement rongé par la tuberculose. Pour Louis IX, cette seule maladie est la preuve qu'il a le soutien de Dieu. Quoi qu'il en soit, l'armée franque ne peut progresser sur le Caire. Pendant près de 5 mois, les croisés sont en effet bloqués à Damiette, immobilisés par les crues du Nil. Entre-temps, les Égyptiens reconstituent leurs forces. Le 20 novembre 1249, l'armée de Louis IX marche enfin sur le Caire. La progression est pénible. Elle dure plus de 2 mois et demi. Minées en partie par le scorbut et la dysenterie, les troupes franques arrivent très affaiblies aux abords de Mansourah, sur les rives nord du Bahr es-Séghir.

Quand Robert d'Artois renonce à investir Mansourah

Le 8 février 1250, sous le commandement de Robert d'Artois, l'armée franque franchit le canal du Bahr es-Séghir. Pendant plus de deux heures, elle étrille littéralement le camp des Ayyoubides, dressé sur l'autre rive du Nil. Protégés par leurs armures et armés de leurs lourdes épées, les croisés prennent facilement le dessus sur leurs adversaires, aussi surpris que désarmés. C'est un carnage. L'émir Fakhr ed-Din est lui-même tué, transpercé par une lance franque. Ragaillardi par sa démonstration de force, l'impétueux Robert d'Artois entend désormais parachever sa victoire en investissant la ville même de Mansourah. C'est compter sans le pouvoir de persuasion de ses valeureux Templiers. D'aucuns lui recommandent la plus grande prudence. On lui rappelle en cela les événements désastreux de 1187.

Cette année-là, la fougue, l'arrogance et surtout l'imprudence d'un certain Renaud de Châtillon avaient entraîné la perte du premier royaume latin de Jérusalem. Les erreurs du passé doivent servir de leçon. Qui plus est, bien des soldats sont affaiblis par la maladie et le gros de l'armée de Saint Louis n'a pas encore franchi le gué. Au regard de toutes ces considérations, Robert d'Artois décide d'obtempérer. À défaut d'attaquer la place forte de Mansourah, on en fera le siège.

Saint Louis, nouvel Avoué du Saint-Sépulcre

Assiéger Mansourah ? Mais encore faudrait-il que l'armée franque soit en bon état. Le scorbut et le typhus sont encore plus destructeurs que les mamelouks. De cette réalité, Saint Louis a parfaitement conscience. S'il veut sauver son armée, il doit immédiatement se replier sur Damiette et attendre une flotte de secours. Aussi renonce-t-il à s'emparer de Mansourah. À peine instauré, le siège est levé, au bout de 5 jours ! L'important n'est plus de marcher sur le Caire mais de consolider les récentes conquêtes. Le 21 avril 1250, il rencontre le nouveau sultan Turân Châh, le fils d'Al-Salih Ayyoub, décédé quelques mois plus tôt. Pressé par l'émir d'Alep, qui s'est emparé de Damas, le sultan ne peut se battre sur deux fronts. De son côté, Louis IX a hâte de quitter le guêpier du Nil. Depuis le débarquement de juin 1249, plus de 10 000 croisés ont été décimés par la maladie. Revenant sur ses résolutions de l'été précédent, le roi de France se résout à la négociation. Échanger Damiette contre la Galilée orientale, Ascalon et bien sûr Jérusalem est maintenant une formalité.

Quelques semaines plus tard, le 27 mai 1250, Louis IX foule enfin la Terre sainte. Après avoir débarqué à Saint Jean d'Acre, les Francs pénètrent à Jérusalem. La population de la ville sainte accueille les Croisés en véritables libérateurs. Le roi de France est quant à lui proclamé avoué du Saint Sépulcre. À l'exemple de Godefroi de Bouillon, Saint Louis refuse de ceindre la couronne d'or de Jérusalem là où le Christ avait porté une couronne d'épines. La joie de Louis est telle qu'il décide de rester en Terre sainte. Malgré la

désapprobation de ses barons et la mort de Blanche de Castille, l'Avoué du Saint-Sépulcre refuse de regagner le royaume de France. Il ne devait finalement plus jamais revoir Paris, emporté en 1254 par la tuberculose...



Et si Charles VII avait racheté Jeanne d'Arc à Jean de Luxembourg en 1430 ?

Jeanne est bien née de Jacques d'Arc et d'Isabelle Romée

L'on doit rejeter avec force rumeur a répandue par de nombreux historiens du dimanche (il faut 20 années de labeur acharné pour faire un bon médiéviste !) selon laquelle Jeanne d'Arc serait la fille secrète de Louis d'Orléans, frère de Charles VI, et d'Isabeau de Bavière. La belle Isabeau se serait consolée dans les bras de son beau-frère et l'on aurait caché le fruit défendu de ses entrailles. D'autres prétendent qu'Isabelle Romée ayant servi auprès des grands, elle aurait accouché d'une fille naturelle, Jeanne. Toute cette créativité pour expliquer l'admission, finalement assez aisée, de Jeanne à la cour du dauphin Charles, futur Charles VII, à Chinon. Un méli-mélo vraiment absurde car Jeanne est l'un des personnages les mieux renseignés du Moyen Âge.

Née en 1412, Jeanne, qui porte le prénom le plus commun de l'époque (une jeune fille sur deux est ainsi dénommée), est la fille d'un notable du village de Domrémy-en-Barois, un village de Lorraine rattaché à la couronne de France, même si la Bourgogne est tout proche. Sans doute est-il un paysan indépendant et aisé, c'est-à-dire qu'il cultive, peut-être, 15 à 20 hectares. Isabelle Romée vient également d'une famille nantie.

Jeanne a trois frères et une sœur, et se trouve naturellement associée aux tâches domestiques : elle apprend à coudre et à filer, mais ne sait ni lire ni vraiment écrire. Elle est intelligente, entend le latin d'Église, et fait preuve d'un solide équilibre. Même si, dans sa vie, le monde païen – comme cet arbre aux fées de Domrémy – côtoie le merveilleux monde chrétien avec ses saintes voix.

Bergère, pucelle, envoyée de Dieu !

Qu'elle aide, quand elle n'est pas accaparée par les travaux de la maison, à garder les troupeaux est une certitude ; qu'elle soit pucelle, la reine de

Sicile, Yolande d'Aragon, belle-mère de Charles VII, peut en témoigner ; qu'enfin elle s'estime envoyée de Dieu, ses 3 tentatives successives auprès de Baudricourt, le capitaine de Vaucouleurs, en sont une évidente démonstration. Jeanne veut impérativement rencontrer le dauphin pour lui porter le double message divin qu'elle a entendu, celui de le faire couronner et celui de libérer la France des Anglais.

En mai 1428, Baudricourt renvoie Jeanne à la maison, prévenant certainement ses parents que leur fille est une excitée. Début février 1429, elle récidive mais Charles de Lorraine, ayant entendu parler d'elle comme d'une guérisseuse, la fait venir auprès de lui, espérant quelque soin avantageux pour sa santé. Mi-février 1429, la voilà à nouveau interpellant Baudricourt. Cette fois, le capitaine se laisse convaincre : il lui fournit des vêtements d'homme, une épée, un cheval, une petite escorte de 5 hommes. Et la voilà partie pour Chinon pour un voyage, fort dangereux, qui dure 11 jours.

Ce faisant, Baudricourt informe aussitôt le dauphin Charles qu'il lui envoie une prophétesse. Elle lui semble de bon aloi et il se porte fort de la loyauté de sa famille.

Le triste état apparent du roi de Bourges

Il est vrai que le dauphin Charles est dans une situation périlleuse, ce qui explique son recours permanent aux astrologues. Il en espère beaucoup, car il manque encore de confiance en lui, malgré des capacités intellectuelles remarquables. Jeanne n'est qu'une clairvoyante de plus. Et elle est recommandée par un solide militaire, Baudricourt, en qui Charles a confiance.

En effet, le dauphin a fait assassiner en 1419 le duc de Bourgogne, Jean sans Peur, vengeant ainsi la mort de Louis d'Orléans, son oncle, le chef de clan des bourguignons à la cour. La Bourgogne de Philippe le Bon, fils de Jean sans Peur, s'est aussitôt jetée dans les bras anglais. Et Charles VI, Philippe le Bon et le roi anglais Henri V sont entrés, de concert, dans Paris, puis ont signé, en 1420, le traité de Troyes, qui livrera la France au roi Lancastre, à la mort de Charles VI. Non seulement une sœur du dauphin Charles, Catherine, a épousé Henri V, mais elle lui a donné dès l'année suivante un fils, le futur Henri VI. Et le roi Charles VI le Fol a décidé d'exhérer son dauphin de fils, c'est-à-dire qu'il l'a déshérité, le privant de royaume.

Cependant le dauphin Charles n'a rien abdiqué : la plupart des grands se sont rangés à son côté, sauf ceux des territoires, très importants, occupés par les Anglais et bien sûr, les ducs de Bourgogne. Charles s'est replié sur la Loire et s'efforce de repousser les armées anglaises. La mort rapide tant d'Henri V que de Charles VI, en 1422, a permis au duc de Bedford, frère d'Henri V, d'assumer la régence, car Henri VI n'est qu'un bébé ! Et Bedford, après avoir été sévèrement battu à Baugé, a pris sa revanche, tant à Cravant, en 1423, qu'à Verneuil-sur-Avre, en 1424. Il tente, à présent, de s'emparer d'Orléans, pivot

essentiel de la défense française du Valois sur la Loire.

Bedford y mobilise ses meilleurs capitaines et l'essentiel de ses forces. Après la victoire inattendue dite de la journée des harengs, il est sur le point de l'emporter alors le dauphin peine à rassembler à Blois une armée de secours. C'est alors que court une incroyable rumeur : le pays, perdu par une femme, Isabeau de Bavière (qui a soutenu la signature du traité de Troyes et les Bourguignons), sera sauvé par une autre, une pucelle, c'est-à-dire Jeanne ! Dunois, le bâtard d'Orléans, tient solidement la ville d'Orléans et il ne souffre ni plus ni moins que les assiégeants anglais de la faim. Le 17 avril 1429, les troupes du duc de Bourgogne, alliées des Anglais, quittent leurs positions autour de la ville, parce que Philippe le Bon commence à considérer Bedford avec suspicion. Effectivement, sa fidélité à l'Angleterre ne lui a rapporté aucune terre. Aussi est-il prêt à se retourner vers le dauphin Charles. La signification de son retrait est parfaitement saisie par le Valois !

Aussi le dauphin n'est-il pas aussi totalement démuni qu'il y paraît, lorsqu'il reçoit Jeanne, le 23 ou le 24 février 1429. D'autant que les Anglais, ne recevant plus de renforts, sont à court de troupes fraîches.

Jeanne subit tous les examens de passage

Immédiatement reçue par le dauphin Charles, reconnu entre tous, Jeanne semble si pleine d'énergie et de bon sens que le futur souverain accepte de la soumettre à une procédure formelle qui a pour but de vérifier la légitimité de sa mission. Durant tout le mois de mars, elle est questionnée, à Poitiers, par une docte assemblée de théologiens, de juristes, de conseillers royaux, des experts présidés par le chancelier et archevêque de Reims, Renaud de Chartres.

Dotée d'un page et de confesseurs, elle subit, également avec succès, deux examens de virginité, dont l'un conduit par les dames de Yolande d'Aragon. Et fin mars, la commission de Poitiers émet un avis positif avant qu'elle ne soit présentée à Chinon, après avoir revu le dauphin, lors de l'entrevue du Signe, début avril 1429, aux 300 chevaliers qui constituent l'ossature de l'armée de secours. Elle est d'abord rejetée par des militaires, qui constatent qu'elle ne sait ni véritablement monter à cheval, ni combattre. Pourtant, elle possède le don du verbe, porte armure et épée, femme et homme à la fois, évoquant tant l'Amazone Penthésilée que la Volsque Camille.

Le dauphin la dote d'un véritable statut, avec un revenu, des pages, des hérauts, et même 5 destriers. Et la nomme à la tête de l'armée de secours, qui s'ébranle depuis Blois vers Orléans, au mois d'avril 1429.

Une force qui va

Très populaire auprès des troupes qui croient en sa protection, elle sait multiplier les signes et s'imposer aux grands et aux militaires. Première prophétesse à réaliser sa vaticination, bergère du troupeau français, elle porte

un stigmate derrière l'oreille, ne jure pas, aime les animaux, se nourrit exclusivement de pain et de poisson, buvant de l'eau et du vin, à l'exemple du Christ. Multipliant ainsi les signes perceptibles, elle sait trouver l'épée céleste cachée au sanctuaire de Sainte-Catherine, à Fierbois, et faire réaliser à Poitiers l'étendard à armoiries, aux décors apocalyptiques, qui la précède désormais. Femme politique, elle fait l'objet d'un Ditié de la fameuse Christine de Pisan et de la *Chronique de Metz* du doyen de Saint-Thiebaud. Aussi dynamise-t-elle ses troupes, faisant pénétrer, en en prenant la tête, un convoi de vivres dans Orléans, le 29 avril 1429 ; avant que de diriger en personne l'assaut contre les positions anglaises à Orléans.

Orléans libérée

Du 4 au 7 mai, elle fait enlever par des actions conjuguées des assiégés et de l'armée de secours les bastilles de Saint-Loup et des Augustins, puis, enfin, celle des Tourelles. Le 8 mai, épuisés, les Anglais lèvent le siège, après que Jeanne a imposé aux militaires, avec un sang-froid peu commun, de les laisser fuir pour éviter trop de pertes humaines. Une excellente décision, qui permet de récupérer toute l'artillerie adverse, ses bagages, et même tous les prisonniers français et écossais. Ainsi, comme Esther, Judith et Déborah ont sauvé les Juifs, porte-t-elle bien haut le message divin en ces temps de désespoir et triomphe-t-elle de l'ennemi. Elle sait même payer de sa personne, recevant une blessure au cours de l'assaut contre Orléans, lors de l'attaque de la bastille des Tourelles. Fin mai, elle rencontre à nouveau le dauphin à Loches et peut réaffirmer son message : elle est « envoyée par Dieu à Charles, fils de Charles, qui sera roi de France ». Le 2 juin 1429, le dauphin Charles l'anoblit.

Vaste offensive en juin

Profitant du désarroi anglais, l'armée de Jeanne conduit une offensive le long de la Loire au mois de juin. C'est une armée divine qui ni ne vole, ni ne pille, mais achète ses vivres. Et vole de victoire en victoire : Jargeau le 11, Meung le 12, Beaugency le 15, avant que d'occire 2 000 Anglais à la bataille de Patay, le 17 juin.

La décision de Gien

Le 29 juin, après avoir persuadé le roi de se faire couronner à Reims, l'ost français se met en branle. Tout au plus 6 000 à 8 000 hommes, une force déjà considérable pour l'époque ! Des contacts avec les Bourguignons, il ressort que Philippe le Bon accorde le passage sur ses terres au dauphin Charles. Un second signe adressé au Valois, qui le comprend parfaitement. Désormais sa priorité est de trouver le chemin de la paix avec le Bourguignon, afin de le séparer définitivement de l'alliance anglaise.

Mais d'abord, il faut rendre sa légitimité à Charles en le faisant couronner à Reims roi de France, sous le nom de Charles VII. Jeanne est inflexible sur cet objectif. Alors que Troyes, occupée par les Anglais, refuse d'ouvrir ses portes, elle ordonne aux *Goddons* de quitter la ville, sur l'heure, sans armes ni prisonniers. Effrayés par la réputation qui la précède, les Anglais s'empressent d'obéir. N'est-elle pas le vainqueur d'Orléans et celui de Patay (même si elle n'a fait qu'assister à la bataille) ?

Le sacre de Reims

Le 17 juillet, Charles est sacré à Reims, en présence de Jeanne, qui ne figure nullement au premier rang, où ont pris place les pairs de France. Mais il est vrai qu'Ingres n'assistait pas à la scène. Les 20 et le 21 juillet 1429, Charles vient toucher les écroelles à l'abbaye de Corbénis comme la tradition l'exige. Tenant son pouvoir thaumaturge de Dieu, il doit aussitôt l'exercer.

L'assaut contre Paris

Toute période merveilleuse a une fin : après que l'armée s'est arrêtée à Saint-Denis, le roi Charles VII autorise un assaut contre Paris. Mais des signes ont démontré que la magicienne a perdu son art, ou bien que, mission accomplie, son temps est achevé. Dieu ne la protège plus avec la même ardeur. Son épée de Fierbois s'est brisée, et son page est tué devant les remparts de la capitale, laissant choir l'étendard sacré ! Le 8 septembre 1429, l'assaut conduit par Jeanne est un échec. Elle-même est gravement blessée au pied. Et la troupe lui en veut de la défaite, déçue de n'avoir pu piller la ville. Sans compter que ce revers militaire est chargé de symbole, puisque le 8 septembre est le jour de la nativité de la Vierge.

Le roi estime avoir payé sa dette

Après l'échec de l'assaut contre Paris, toujours tenu par les Anglais, le roi ramène l'armée du sacre à Gien, où elle se disperse. Les Anglais n'ont plus, en effet, les moyens militaires d'attaquer le roi Charles. Et Charles VII estime avoir payé sa dette. N'a-t-il pas anobli Jeanne, tout en exonérant Domrémy d'impôt ? Aussi souhaite-t-il l'éloigner en raison de son attitude belliqueuse, alors que lui-même ne songe qu'à conclure la paix avec la Bourgogne et une trêve avec l'Anglais. Il faut du temps pour mettre en place un véritable outil militaire alors que beaucoup d'ennemis peuvent être gagnés avec de l'argent.

À l'assaut des routiers

Aussi, à l'automne 1429, Jeanne est-elle envoyée avec le maréchal

d'Albret combattre les routiers qui menacent bien des forteresses en Nivernais. Et non point combattre Anglais et Bourguignons ! D'ailleurs, le roi interdit à Jeanne de rejoindre son ami Jean d'Alençon qui guerroye, sans trop de virulence, contre l'Anglais en Normandie. Après avoir emporté Saint-Pierre-de-Moutiers début octobre, d'Albret échoue devant La Charité. Jeanne passe l'hiver 1429-1430 à Sully-sur-Loire et à Orléans, où sa popularité est intacte. Mais son heure a passé et le roi ne veut plus la recevoir. Elle a totalement disparu de ses préoccupations... Au mois d'avril 1430, à la fin de l'hiver, les campagnes militaires peuvent reprendre.

Philippe de Bourgogne souhaite reprendre les villes de l'Oise enlevées en 1429 par l'ost royal

Début mai 1430, avec environ 4 000 hommes, ayant reçu des renforts anglais, Philippe de Bourgogne s'efforce de reprendre Soissons et Compiègne. Aussi, avec quelques compagnons, sans en avoir reçu l'ordre, Jeanne gagne-t-elle Compiègne pour soutenir la maigre garnison, 400 hommes, du capitaine Guillaume de Flavy.

Jeanne capturée le 23 mai 1430

Une suite d'opérations confuses aboutit à la capture de Jeanne, devant Compiègne, le 23 mai, alors que presque toute sa troupe est parvenue à rentrer dans la cité. Restée à l'arrière, comme tout véritable chef, elle reçoit une flèche qui la jette à terre et est immédiatement saisie par la troupe adverse. Prisonnière, elle se trouve bien vite la propriété de Jean de Luxembourg, un grand seigneur, fidèle du duc de Bourgogne et proche du roi Henri VI d'Angleterre, qui règne encore à Paris. Emprisonnée successivement à Beaulieu, puis à Beaufort, Jeanne est fort bien accueillie par les dames de Luxembourg, l'épouse, la tante et la belle-fille de Jean. Luxembourg cherche à négocier sa prisonnière au plus offrant. Le roi Charles VII ne paraît guère intéressé et ne veut point verser une somme trop élevée, ne disposant d'aucun captif avec qui l'échanger. Le roi Henri VI et le duc de Bourgogne souhaitent au contraire en faire l'acquisition, et font établir l'accusation d'hérésie par l'université de Paris.

Charles VII intervient

C'est paradoxalement ce qui va sauver Jeanne d'Arc. Car Charles VII n'entend pas que les Anglais la condamnent pour sorcellerie : ne dira-t-on pas alors, dans tout le pays, qu'il doit son trône à une magicienne ? Déjà que l'on raconte partout qu'il est le bâtard de Louis d'Orléans et que c'est pour cette raison qu'il a fait abattre Jean sans Peur. Il menace Luxembourg, promet quelques fiefs à Philippe de Bourgogne, emporte la décision, mobilisant une petite armée conduite par d'Alençon. En octobre 1430, Jeanne est transférée

Que faire de Jeanne ?

Le roi Charles VII n'entend pas changer de stratégie : il veut la paix avec la Bourgogne, fût-ce au prix d'importantes cessions territoriales. Sans le soutien de Philippe le Bon, le roi Henri VI de Lancastre ne peut tenir tout l'ouest du pays. Ses troupes sont trop peu nombreuses. Certes, il a épousé Marguerite d'Anjou dans un souci d'apaisement. Mais il ne peut guère se faire couronner roi de France qu'à Notre-Dame de Paris. Alors il ne sera oint que du chrême ordinaire. Et pas de la sainte Ampoule, jalousement conservée à Reims par les Français. Quant à la proposition de son excellent capitaine, Fastolf, qui veut conduire une offensive brutale depuis Calais pour terroriser le Nord et l'Île-de-France, le roi Lancastre la rejette. Une telle solution brutale rappellerait les temps violents des Anglo-Normands et des Plantagenêts. D'ailleurs est-ce une si bonne idée de vouloir unir une France absolutiste avec un pays, l'Angleterre, où il existe déjà une chambre des communes et une chambre des pairs ? Certes, le traité de Troyes ne prévoit pas une fusion des deux nations mais une double monarchie ayant un roi unique...

Bien plus, la libération de cette Jeanne d'Arc est une mauvaise affaire : la troupe anglaise la craint et le roi Charles VII va l'utiliser. Cette royauté française est un mauvais héritage, réfléchit le roi. Comment avec quelques milliers d'hommes tenir un pays si peuplé, sur le long terme. Sans compter qu'une défaite en France peut provoquer une révolte contre les Lancastre en Angleterre... Discrètement, Henri VI envoie l'évêque Cauchon, qui lorgne le prestigieux siège épiscopal de Rouen, négocier avec Charles VII. Ne pourrait-on convenir d'une longue trêve, d'une neutralisation de Jeanne d'Arc, d'un retour des Anglais sur leurs positions françaises ancestrales : Normandie, Anjou, Guyenne ? Le traité de Troyes serait remplacé par celui de Paris ! Alors Charles VII pourrait faire retour en sa capitale et l'on s'efforcerait de multiplier les accords commerciaux. D'ailleurs, Henri VI ne verrait aucun inconvénient à un retour de la Bourgogne dans le giron français. Charles VII retrouverait à l'est ce qu'il abandonnerait à l'ouest...

Jeanne d'Arc priée de se marier

Charles VII n'a trouvé qu'une solution pour que Jeanne se tienne coite : la marier avec un militaire. Après tout, elle les aime tant. À moins qu'elle ne veuille entrer dans les ordres ?

Il est décidé à la recevoir pour lui exprimer ses volontés. Le clan Anjou, la reine Marie et sa mère, Yolande, suggère que l'on renforce le bruit qu'elle est fille de grand seigneur. Cela expliquera les efforts consentis par le roi de la libérer. Mais Jeanne se refuse à tout compromis. Il lui reste la moitié de la tâche confiée par Dieu à accomplir : bouter l'Anglais hors de France. Alors le roi se fâche : qu'elle ne s'avise pas de lui désobéir. Et si elle veut combattre, il

la fera saisir. Brutalement, une idée lumineuse lui traverse l'esprit. À moins qu'elle n'accepte de travailler avec les frères Bureau de la Rivière, avec le connétable de Richemont, avec Dunois, avec La Trémoille, pour la mise en place d'une armée véritable, dotée d'un corps d'archers professionnels, d'une artillerie, d'une cavalerie plus disciplinée... Mais il faut un long labeur pour y parvenir. Et des ressources... Qu'elle apprenne à écrire, à lire, à compter, pour être utile à la nation ! Et qu'elle fasse confiance à son roi, dont la volonté est bien de détruire la Bourgogne et libérer le territoire des Lancastre. Quels que soient les chemins sinueux qu'elle doive emprunter. La politique n'est pas seulement l'art de la guerre !



Et si Henri II avait survécu au tournoi des Tournelles du 30 juin 1559 ?

En 1547, Henri II succède à son père, François I^{er}. Faible, renfermé, taciturne, son caractère tranche littéralement avec son aspect physique, solide, sportif, imposant. Indiscutablement, sa personnalité a été forgée au cours de ses longues années de captivité en Espagne. À l'âge de 7 ans, Henri et son frère aîné sont en effet échangés contre leur père, François I^{er}, lequel a été fait prisonnier par les Espagnols à l'issue de la désastreuse bataille de Pavie.

Otage de Charles Quint

Quand le roi de France est libéré, en janvier 1526, il promet de renoncer à toutes ses prétentions italiennes et de respecter les accords de Madrid. Garantie de la bonne exécution du traité, ses deux fils sont donc gardés en otage. Mais de retour en France, le roi fait fi de la vie de ses enfants en dénonçant le traité de Madrid. Henri et son frère croupissent alors plus de 4 ans en enfer. Plongés constamment dans le noir et la saleté, les deux enfants sont surveillés en permanence. Le jeune Henri ne revoit la terre de France qu'à l'âge de 11 ans, en juillet 1530. Mais il en sort durablement traumatisé. Habillé exclusivement de blanc ou de noir, il adopte ces couleurs jusqu'à sa mort. Délaissant les activités intellectuelles, il a soif de grands espaces et d'exercice physique. En 1536, la mort prématurée de son frère aîné, François, en fait le dauphin de France. Sa haine contre les Habsbourg est alors intacte.

En finir avec la Réforme !

Sacré à Reims en juillet 1547, le nouvel Henri II a tôt fait de désigner ses ennemis : les protestants. Poussé par sa favorite, Diane de Poitiers, il mène une politique de répression impitoyable à l'égard des réformés. En 1557, une tentative d'assassinat, imputée à tort aux huguenots, radicalise plus encore sa politique. Preuve en est la seule promulgation du fameux édit d'Écouen. Henri II enjoint les réformés de se convertir au catholicisme sous peine de mort. Tout sujet du royaume affichant officiellement sa confession religieuse

sera automatiquement traduit en justice et condamné à la peine capitale. En d'autres termes, les huguenots ont désormais le choix entre l'exil et le cercueil. À la lecture de l'édit devant le Parlement de Paris, le 10 juin 1559, certains conseillers, acquis aux thèses calvinistes, expriment ouvertement leur désaccord, à l'exemple d'Anne du Bourg. Ce dernier est immédiatement arrêté et embastillé. Sur le plan extérieur, quelques mois plus tôt, en avril 1559, Henri II a refermé la longue parenthèse des guerres d'Italie en concluant la paix de Cateau-Cambresis. Depuis l'année 1552, deux nouveaux conflits ont en effet opposé la France à ses principaux voisins...

Quand l'Espagne et l'Angleterre s'allient contre la France

En 1552, seulement 8 ans après leur dernier affrontement, la hache de guerre est de nouveau déterrée entre les Valois et les Habsbourg. C'est le début de la dixième et avant dernière guerre d'Italie. La rivalité dynastique transcende ici les tensions religieuses. À la fois souverain des Pays-Bas, empereur germanique et roi d'Espagne, Charles Quint règne sur un empire où le soleil ne se couche pas. Loin d'en vouloir à son père pour sa captivité, Henri n'a pas dérogé à la politique instaurée par François I^{er} : il entend donc briser à son tour le chemin de ronde des Habsbourg. La Flandre, la Franche-Comté, l'Artois et l'Alsace sont en effet des possessions espagnoles et la France apparaît comme une forteresse assiégée. Par opposition à Charles Quint, Henri II n'hésite pas à soutenir les princes protestants de l'Empire et à contracter des alliances de revers avec les Turcs. Les troupes françaises investissent les Trois-Évêchés, à savoir Metz, Toul et Verdun, provoquant en réaction le siège de Metz par l'armée impériale. Mais François de Guise réussit à délivrer la ville. Les combats s'étendent rapidement à l'Italie et aux Pays-Bas espagnols. La guerre prend une dimension européenne. Pour corser le tout, l'Angleterre rejoint la coalition antifrançaise. Fille d'Henri VIII et de Catherine d'Aragon, Mary Tudor opère en effet un virage à quatre-vingt-dix degrés en tendant la main à l'Espagne de Philippe II. Souveraine ultracatholique, elle tourne radicalement le dos à son prédécesseur, Édouard VI, en décidant d'imposer par la force le catholicisme à ses sujets. En juillet 1554, « Mary la Sanglante » épouse le fils de Charles Quint, devenant ainsi reine consort d'Espagne.

La dernière guerre d'Italie

Tout juste 4 mois après la trêve de Vaucelles (février 1556), signée avec Charles Quint, le torchon brûle de nouveau entre les principales puissances européennes. La faute en revient au pape, Paul IV, lequel n'hésite pas à excommunier Charles Quint et Philippe II, et à promettre le royaume de Naples aux Français. Contrairement à la campagne de 1552, les opérations

tournent à la catastrophe pour les troupes d'Henri II. En août 1557, l'armée royale du connétable de Montmorency est écrasée par les impériaux d'Emmanuel-Philibert de Savoie : c'est le désastre de Saint-Quentin. La guerre n'est cependant pas encore perdue pour Henri II. Preuve en est la seule prise de Calais, possession anglaise depuis plus de deux siècles. Le 7 janvier 1558, l'enclave historique tombe. Pour la Perfide Albion, c'est un véritable camouflet.

En apprenant la nouvelle, Mary Tudor, déjà très affaiblie après sa maladie et ses grossesses nerveuses, se fait de plus en plus neurasthénique. « Quand je serai morte et ouverte, déclare-t-elle, on trouvera Philippe (son mari) et Calais inscrits dans mon cœur. » L'auteur de cet exploit n'est autre que le lieutenant général du royaume, François de Guise. En novembre 1558, la mort de Mary Tudor et surtout l'avènement d'Élisabeth I^{re} précipitent la fin des hostilités. Contrairement à sa demi-sœur, la dernière fille d'Henri VIII s'avère franchement hostile au respect du catholicisme. La poursuite de la guerre aux côtés de l'Espagne n'est donc plus possible. Orphelin de l'alliance anglaise, Philippe II est désormais contraint à la paix avec la France. Mieux encore, il envisage d'épouser une autre Élisabeth, fille d'un certain Henri II.

Une paix de compromis ?

Respectivement conclus les 12 mars et 3 avril 1559, les deux traités de Cateau-Cambrésis sont signés entre la France et ses principaux adversaires, dont l'Angleterre d'Élisabeth I^{re}. Lors de ce premier accord, la Perfide Albion s'engage à céder Calais à la France moyennant le versement de 500 000 écus dans un délai de 8 ans. Le second volet du traité, signé le 3 avril dans l'abbaye de Cercamp (près d'Arras), semble beaucoup moins intéressant pour les Français. D'aucuns parlent d'ailleurs de véritable humiliation, et les négociateurs Montmorency et Saint-André sont même accusés d'avoir bradé, sinon sacrifié, l'honneur français sur l'autel de leurs intérêts personnels. En réalité, il faut nuancer ce jugement. Si la France renonce à ses prétentions italiennes et cède un certain nombre de territoires pourtant âprement acquis (le renoncement au Milanais et la restitution de la Corse aux Génois !), elle conserve les Trois-Évêchés lorrains, récupère quelques places en Picardie (dont Saint-Quentin) et, par sa politique matrimoniale, construit une paix durable avec l'Espagne. La fille aînée d'Henri II épouse le Roi Très Catholique ; la duchesse de Berry, sœur du roi, s'unit au duc de Savoie, Emmanuel-Philibert. D'ailleurs Henri II, n'hésite pas à organiser des festivités spectaculaires pour célébrer l'évènement, preuve évidente d'une certaine satisfaction française...

Le tournoi

Outre les banquets et les cérémonies religieuses, le point d'orgue de la journée du 30 juin 1559 est un tournoi particulièrement attendu par

l'impétueux Henri II. Friand de sports virils, de chasse et de joutes, le roi parade fièrement en noir et blanc, couleurs de sa bien-aimée Diane de Poitiers. Le tournoi se déroule dans un champ clos (future place des Vosges), installé rue Saint-Antoine. Bravant les prédictions et autres prophéties abracadabrantesques de Nostradamus, Henri II se montre pressé d'en découdre. Mary Stuart et le fils du roi François, sont présents, arborant les armes écartelées de France et d'Angleterre. Entre les deux jeunes époux, le contraste est saisissant. Chétif, pâle et difforme, le dauphin se tient au côté de Mary, laquelle resplendit de beauté et de majesté. À défaut d'installer par la force Mary sur le trône d'Angleterre, le roi de France a paré sa bru d'un triple blason. Au grand dam des Tudor, Henri II a ajouté aux lys français et au lion de feu écossais les léopards anglais. La situation est d'autant plus confuse qu'Élisabeth I^{re} porte toujours le titre de reine de France.

Quoi qu'il en soit, les deux jeunes époux ne peuvent détacher leurs yeux de l'armure étincelante du roi. Sûr de lui, Henri défie orgueilleusement ses rivaux. Jusqu'à présent, il a brillé en désarçonnant successivement les ducs de Guise, de Ferrare et de Nemours ; sa confiance est donc totale. Portant le heaume de rigueur, le roi se rue lance baissée sur son adversaire Gabriel de Montgomery, un seigneur normand de sang écossais ! Le choc est rude. La foule pousse un cri d'effroi : contre toute attente, le roi est désarçonné. La lance de son adversaire, s'est brisée sur son bouclier puis a heurté son heaume. L'espace d'un instant, on croit à l'irréparable. Le corps du roi reste inerte sur la pelouse de la joute. Mais au bout de quelques secondes, la lourde silhouette d'Henri II se relève : il n'est que légèrement blessé !

La main de Dieu ou « le miracle de la rue Saint-Antoine »

Plus de peur que de mal. Aux dires des observateurs, Henri II a frôlé la mort. La lance de Montgomery est en effet passée à deux centimètres de son œil gauche. Pour Henri II et son entourage, il n'y a pas de doute : c'est la main de Dieu qui a dévié la lance. Autrement dit, l'incident est interprété comme un signe du destin. Exploité à des fins politico-religieuses, « le miracle de la rue Saint-Antoine » favorise la radicalisation de sa politique antiprotestante. « Dieu m'a demandé de protéger le royaume des hérésies, déclare péremptoirement le roi en décembre 1559. Il faut absolument extirper le mal protestant avant que celui-ci ne nous étouffe. » En janvier 1560, l'édit de Saint-Germain confirme et renforce les clauses de l'édit d'Écouen. Les huguenots sont désormais considérés comme des ennemis du royaume, qu'il faut abattre sans autre forme de procès. L'exercice de la religion réformée est même interdit dans les places fortes protestantes, à l'exemple de Montauban, de Cognac, de La Charité ou encore de La Rochelle. En décembre 1560, la mort prématurée de François, son fils aîné de 17 ans, n'entame en rien la détermination du roi. Attaché en priorité à l'unité du royaume, il considère les

protestants comme autant d'espions à la solde des puissances étrangères.

Un roi, une loi, une foi

À la veille de la guerre dite de Huit Ans (1559-1567), encore appelée « la Grande Guerre de Religion », les huguenots disposent de plus de 2 000 temples, véritables embryons d'une armature étatique plus importante. Depuis la signature du traité de Cateau-Cambresis, nombreux sont les soldats et les gentilshommes désœuvrés qui ont rejoint les rangs des réformés. La doctrine de Calvin rencontre un succès indéniable dans toutes les couches de la société, particulièrement parmi les artisans et autres petits-bourgeois. Dans leurs rangs, on compte beaucoup de commerçants, de médecins, d'avocats, mais aussi des serruriers, des charpentiers et des cordonniers. En son palais du Louvre, Henri II entend éradiquer le mouvement avant que celui-ci ne devienne incontrôlable. Une guerre préventive en quelque sorte. Le premier acte de la guerre de Huit Ans est en fait signé par François de Guise, le héros de Calais. À compter du mois d'avril 1560, les tueries succèdent aux massacres.

Les partisans des Guise font régner l'ordre catholique. Le coup d'envoi est donné par la mise à sac de Cognac, le 12 avril. En l'espace de 3 jours, les sbires de François de Guise massacrent toute l'élite sociale de la ville, réputée sensible aux thèses calvinistes. S'ensuit un cycle de violence au cours duquel les huguenots ripostent en détruisant systématiquement les reliques et les statues trouvées dans les églises. À Montbrison, on assiste même à des scènes d'horreur. Le baron des Adrets force les catholiques à se jeter du haut des remparts sur une rangée de piques dressée par ses hommes. À Paris, Henri II entend accélérer l'extirpation de l'hérésie. Mais en décembre 1566, l'assassinat de François de Guise devant La Rochelle tempère son optimisme. En apprenant la nouvelle, l'amiral de Coligny ne peut s'empêcher de s'écrier : « Cette mort est le plus grand bien qui pouvait arriver au royaume ! » En réponse à cet « acte d'impiété », selon les propres mots du roi, Henri II décide de frapper un grand coup.

En 1567, l'assassinat de Coligny met un terme à la guerre de Huit Ans

L'amiral de Coligny est aussi habile militaire que diplomate. Descendant de la prestigieuse famille des ducs de Bourgogne, le fils du chambellan de François I^{er} a été tour à tour colonel général d'infanterie de France et gouverneur de Picardie pendant le long conflit qui oppose les Français aux troupes anglo-espagnoles. Serviteur émérite de la couronne d'Henri II, Gaspard de Coligny livre une lutte héroïque lors du désastre de Saint-Quentin. Sitôt le traité de Cateau-Cambresis conclu, Coligny devient l'un des chefs incontestés de la cause huguenote auprès de Louis de Condé. Converti tardif à

la religion réformée, il en est maintenant l'un des chefs de file incontournable. En avril 1567, un commando royal réussit à s'introduire dans la place forte de La Rochelle et à enlever l'amiral. Pendant 13 jours, l'ancien défenseur de Saint-Quentin est littéralement supplicié avant d'être proprement exécuté. Ses mains et sa tête sont ensuite expédiées à La Rochelle. L'effet psychologique de cet assassinat est énorme. Destabilisés par la mort de leur leader, les protestants décident de signer la paix de Jarnac. L'une des clauses essentielles du traité est le renoncement définitif à leur religion. Quoi qu'il en soit, le protestantisme n'est que provisoirement étouffé. La paix de Jarnac porte en effet en germe un autre conflit : celui d'une guerre contre l'Angleterre d'Élisabeth I^{re}. Ulcérée par le témoignage des exilés huguenots, la reine Tudor décide en effet de rompre la paix de Cateau-Cambresis. Son objectif essentiel est de porter secours aux réformés. Dès janvier 1568, une escadre anglaise croise devant Calais...



Et si Anne d'Autriche avait été répudiée par Louis XIII en 1538 ?

Au printemps 1617, alors âgé de 16 ans, Louis XIII arrive au pouvoir à la suite d'un coup de force. Six ans à peine après l'assassinat de son père, Henri IV, le jeune roi décide d'éliminer Concini, excédé par sa suffisance et ses insolences. La disparition brutale du favori de la reine mère met brutalement fin à la Régence. Le roi entre alors en conflit ouvert avec sa mère. Une guerre de courte durée ! Enfermée au château de Blois, Marie de Médicis s'évade, lève une armée contre son fils avant d'être battue aux Ponts-de-Cé. Passés respectivement en avril 1619 et en août 1620, les traités d'Angoulême et d'Angers scellent la réconciliation entre la reine mère et son fils. Incontestablement, l'artisan de ce retournement de situation est un certain Armand du Plessis, plus connu sous le nom de Richelieu. En récompense, l'évêque de Luçon reçoit son chapeau de cardinal en septembre 1622. La personnalité et le charisme d'Armand du Plessis ne tardent pas à occulter celle du roi mais surtout à excéder les grands. Partisan du renforcement de l'absolutisme et artisan de la realpolitik, le cardinal ne tarde pas par son action à dresser contre lui tout un chapelet d'opposants. Parmi les détracteurs les plus éminents du principal ministre de Louis XIII se trouve le propre frère du roi, Gaston d'Orléans. Hispanophile acharné et catholique fanatique, le troisième fils d'Henri IV monte plusieurs conjurations contre l'homme le plus puissant du royaume...

Roi Très Chrétien contre Roi Très Catholique

À compter de l'année 1624, l'évêque de Luçon mène une politique à deux visages. Tout en combattant les huguenots à l'intérieur du royaume, le cardinal s'allie aux puissances protestantes à l'extérieur. Politique ô combien paradoxale a priori, elle n'en suit pas moins une implacable logique. Antiespagnol et non anticatholique, Richelieu fait passer les intérêts de la France avant ceux de la religion. En d'autres termes, le destin du royaume transcende l'avenir du catholicisme. En ligne de mire : la prétention universelle de la maison d'Autriche. Une lutte d'hégémonies à l'échelle européenne en quelque sorte. Des rives de la mer du Nord aux Pyrénées en passant par les Alpes, la France vit dans la hantise de l'encerclement

espagnol. À n'en pas douter, il lui faut briser le chemin de ronde des Habsbourg, quitte à s'allier avec des puissances protestantes. Ainsi Richelieu prétend-il que le traité franco-anglais de 1624 n'a pour but que de défendre les intérêts des catholiques sur les terres de la Perfide Albion.

Cinq ans durant, de 1624 à 1630, les crises s'enchaînent et les conflits se déchaînent sur fond de « guerre de Trente Ans ». De l'affaire de la Valteline à la guerre de succession de Mantoue, l'objectif de Richelieu est de barrer la route aux Espagnols, comme en témoigne l'intervention française à Casal, une ville fortifiée du Piémont. L'expédition royale est menée tambour battant. Soutenant la candidature du duc de Nevers contre le prétendant espagnol, les armées françaises font une véritable démonstration de force en Italie du Nord. Au printemps 1630, les villes de Saluces et de Pignerol tombent sans coup férir. Quoi qu'il en soit, l'intervention des troupes royales a beau avoir été menée de main de maître, elle n'en suscite pas moins la contestation des grands du royaume, à commencer par celle de la reine mère elle-même.

Pour une révocation de l'édit de Nantes

Pour Marie de Médicis et ses disciples, la guerre contre l'Espagne est un conflit contre nature, voire une guerre civile entre catholiques. Anne d'Autriche, épouse de Louis XIII, partage le même point de vue. Aux côtés du garde des sceaux Marcel de Marillac, du cardinal de Bérulle et de Gaston d'Orléans, elle exprime les idées du parti dévot. Totalement hostiles au conflit contre « les frères habsbourgeois », ces « bons catholiques » s'opposent formellement au parti des « bons Français », à savoir les partisans de Richelieu. Deux ans plus tôt, en octobre 1628, la chute du bastion huguenot de La Rochelle augurait pourtant tous les espoirs. La France allait enfin pouvoir extirper à tout jamais l'hydre de l'hérésie. Une espérance bien vite déçue. En effet, l'édit de grâce d'Alès, signé en juin 1629, ne fait pas table rase du protestantisme. Certes les huguenots perdent toutes leurs assemblées et toutes leurs places fortes, leurs privilèges politiques et militaires, mais ils ont toujours le droit d'exercer librement leur culte. En bref, l'hérésie perdure. Au grand dam du parti dévot, l'édit d'Alès apparaît comme une nouvelle version de l'édit de Nantes. Pour Gaston d'Orléans et ses partisans, dont la reine Anne d'Autriche elle-même, il n'y a plus de doute : le cardinal de Richelieu fait le jeu des hérétiques. Si l'on veut redorer le blason de la France, on se doit de l'écarter du pouvoir. « L'Ingrat » doit être éliminé.

La journée des Dupes renforce le pouvoir de Richelieu

Cheval de Troie ou non du protestantisme, le cardinal devient l'homme à abattre. Plus il accumule les succès, plus l'hostilité de ses opposants grandit. La situation politique et sociale semble alors se retourner contre lui. En province, une disette chronique et une épidémie de peste soulèvent une dizaine de villes contre l'autoritarisme du cardinal. Lyon, Grenoble, Orléans,

Nantes défient tour à tour l'autoritarisme royal. L'été 1630 est ainsi rythmé par de nombreuses révoltes populaires. Au milieu de l'automne, les événements s'accélèrent. À n'en pas douter, le temps du « grand orage » est pour demain. Le dimanche 10 novembre 1630, la reine mère et ses partisans croient être parvenus à leur fin. Tout commence, au palais du Luxembourg, par une discussion houleuse entre Louis XIII et sa mère. L'objet du litige est tout simplement Richelieu et sa politique antihabsbourgeoise.

Apparemment, Marie de Médicis semble avoir gagné la partie. Au sortir de cette altercation historique, elle reste profondément convaincue du renvoi du cardinal. Triste illusion. Le soir même, Louis XIII fait venir son ministre abhorré à Versailles. Contre toute attente, le ton est des plus courtois. Au terme de cet entretien, la confiance du roi est renouvelée à son favori. Apparemment tombé en disgrâce au matin du 10 novembre, le cardinal se voit ainsi reconduit dans ses fonctions quelques heures plus tard. De ce « coup d'État » avorté, il n'en ressort que plus puissant. « La journée des Dupes » scelle a contrario la défaite du parti dévot.

Gaston d'Orléans, l'éternel conjuré

Si l'orage tonne, c'est contre les conjurés. La journée du 10 novembre 1630, qui devait consacrer leur triomphe, a en fait précipité leur chute. Seule Anne d'Autriche, peut-être porteuse du futur souverain, trouve grâce aux yeux de la monarchie. En l'espace de quelques mois, les principaux acteurs du complot contre Richelieu sont en effet arrêtés, embastillés, voire exécutés. Ainsi en est-il de Marillac, l'ancien garde des Sceaux. En mai 1632, le supposé remplaçant de Richelieu est décapité place de Grève. Les protagonistes royaux ont plus de chance. À commencer par Marie de Médicis qui, retenue à Compiègne, réussit à s'évader et à s'exiler aux Pays-Bas espagnols. Quant à Gaston d'Orléans, il trouve refuge chez les Guise, dans leur fief de Lorraine. Malgré l'échec de la journée des Dupes, le frère cadet de Louis XIII ne renonce pas à ses projets. Substituer à l'absolutisme une monarchie constitutionnelle, tel est son vœu le plus cher. De son refuge de Nancy, le troisième fils d'Henri IV ne désarme pas. Pour mener à bien sa vengeance, il lorgne du côté du Languedoc.

Depuis l'année 1628, le gouverneur Henri de Montmorency est entré en conflit ouvert avec le roi, lequel expédie une armée pour combattre les rebelles. Placées sous le commandement du maréchal de Schomberg, elle bat les rebelles à la bataille de Castelnaudary. Condamné à mort pour crime de lèse-majesté, Montmorency est exécuté à Toulouse en octobre 1632. Encore une conjuration déjouée. Une fois de plus, Gaston d'Orléans est contraint à la fuite. Mais le frère du roi refuse toujours de s'avouer vaincu. Obstiné et résolu à renverser l'Ingrat, il pactise secrètement avec l'Espagne et monte un nouveau complot avec Louis de Bourbon, le comte de Soissons. Son but est clairement d'éliminer Richelieu. En d'autres termes, l'Ingrat doit être

assassiné. Mais le complot est une nouvelle fois éventé. Quoi qu'il en soit, en mai 1635, la France entre à son tour dans le conflit qui ravage l'Europe depuis plus de 17 ans. Sous prétexte que les Espagnols ont annexé la forteresse de Trèves, Louis XIII déclare officiellement la guerre au royaume de Philippe IV. C'est le triomphe de la politique de Richelieu. Les débuts de la campagne sont pourtant désastreux. Quand les Impériaux de Gallas envahissent la Bourgogne, les Espagnols du Cardinal-Infant pénètrent en Picardie et s'emparent de la ville de Corbie. En ce mois d'août 1636, Paris est directement menacée. Il faut tout le sang-froid de Richelieu pour redresser la situation. Au mois de novembre 1636, les troupes royales reprennent Corbie...

En juin 1638, Louis XIII répudie sa femme

La guerre contre les Habsbourg est une catastrophe, en particulier pour Anne d'Autriche. Fille de Philippe III d'Espagne et de Marguerite d'Autriche, l'épouse du roi suscite la méfiance de Louis XIII. Depuis le début de leur union, en 1615, elle a trempé dans toutes les crises et dans tous les complots. Sans compter ses intrigues avec le duc de Buckingham et le comte de Chalais, la reine est passée à deux doigts de la disgrâce lors de la découverte de sa correspondance secrète avec Philippe IV et le Cardinal-Infant. Après la perquisition de la police royale au monastère du Val-de-Grâce, où Anne a l'habitude de se réfugier, la reine est placée sous surveillance. Son entourage est révoqué (en particulier l'intrigante duchesse de Chevreuse) et son courrier systématiquement ouvert. Nous sommes en août 1637. Pour la reine humiliée, le seul moyen de se réhabiliter est de donner à la France l'héritier tant attendu. Depuis une quinzaine d'années, Anne d'Autriche a connu trois ou quatre fausses couches. Au mois de décembre 1637, elle apprend qu'elle est de nouveau enceinte. Le rêve va-t-il enfin pouvoir se concrétiser ? Peine perdue. Tout juste deux mois plus tard, le 14 février 1638, la nouvelle tombe comme un couperet : la reine a encore perdu son enfant (3 jours plus tôt, Anne aurait fait une chute malencontreuse dans les escaliers du Louvre). Pour Louis XIII, la coupe est pleine. À la trahison s'ajoute désormais la stérilité. Il ne peut s'embarrasser plus longtemps d'une telle épouse. Au mois de juin 1638, le roi prend la décision douloureuse de répudier sa femme...

La conjuration de Cinq-Mars

Anne d'Autriche chassée de la Cour, un boulevard s'ouvre devant Gaston d'Orléans. À présent héritier direct de la couronne de France, le frère de Louis XIII entend accélérer le cours des événements. Pour ce faire, il s'allie avec le marquis d'Effiat. Aussi beau qu'ambitieux, Henri Coiffier de Ruzé, plus connu sous le nom de Cinq-Mars, est le principal favori de l'ennemi juré de Gaston, à savoir Richelieu. Tour à tour nommé maître de la garde-robe puis grand écuyer de France, le jeune marquis n'en est pas moins

frustré. Devant sans cesse rendre des comptes à un cardinal par trop étouffant, Cinq-Mars aspire à une plus grande liberté. L'intrusion systématique de Richelieu dans ses affaires de cœur l'agace particulièrement. En septembre 1641, le cardinal oppose une fin de non-recevoir à son projet de mariage avec Marie de Gonzague. Le ministre ose ainsi déclarer qu'il ne croyait pas « que la princesse Marie eût tellement oublié sa naissance qu'elle voulût s'abaisser à si petit compagnon ». Des propos qui mettent le feu aux poudres. Dès lors, Cinq-Mars n'hésite plus : il faut supprimer l'odieux cardinal.

L'assassinat de Richelieu écourte la guerre contre l'Espagne

Après avoir contacté Gaston d'Orléans et le conseiller d'État Jacques Auguste de Thou, le jeune marquis décide de tendre la main aux Espagnols. En janvier 1642, sous prétexte de vouloir faire une trêve dans les combats, Olivarès demande à rencontrer Richelieu. L'entrevue doit avoir lieu à Perpignan, le 13 février 1642. Accompagné de Cinq-Mars et de Gaston d'Orléans, Richelieu ne se doute à aucun instant du guet-apens. Sur la route qui mène à Perpignan, peu après avoir traversé un village, des brigands à la solde des Espagnols attaquent la faible escorte royale. Pas plus de 50 soldats. Contre toute attente, les mousquetaires se laissent désarmer sans livrer la moindre résistance. Richelieu comprend trop tard. Criant au complot, il a à peine dégainé son épée que Gaston et Cinq-Mars s'approchent de lui et lui assènent plusieurs coups de poignard. Treize au total. « Ainsi meurent les tyrans ! » s'écrit le jeune marquis. Juste avant d'expirer, le cardinal aurait eu le temps de dévisager son meurtrier et de lui déclarer : « Vous aurez à répondre de votre acte devant le tribunal de Dieu. » L'assassinat de Richelieu est un véritable électrochoc. À Paris, Louis XIII est tellement atterré par la nouvelle qu'il se réfugie dans ses appartements pendant plus de 3 semaines. À aucun moment il ne devine le complot. Sans son favori, le roi se sent affaibli dans le conflit qui l'oppose aux Habsbourg. Aussi accepte-t-il la trêve de Biarritz, laquelle est signée le 15 mars 1642.

Dans le même temps, Gaston d'Orléans est nommé lieutenant général du royaume. Quinze mois plus tard, la mort de Louis XIII porte son frère à la tête du royaume. L'un des premiers gestes de Gaston I^{er} est de mettre fin au conflit avec l'Espagne catholique. Toutes les conquêtes françaises, à commencer par l'Alsace, sont restituées à Philippe IV. Sur le plan intérieur, le nouveau monarque décide de révoquer l'édit de Nantes...



Et si Napoléon avait triomphé à Waterloo le 18 juin 1815 ?

Napoléon au ban de l'Europe

Le 13 mars, les coalisés, Britanniques, Suédois, Autrichiens, Prussiens et Russes, décident de placer la France au ban de l'Europe. Puis ils renouvellent, le 25 mars 1815, le pacte de Chaumont, signé les 1^{er} et 9 mars 1814, un an auparavant. Ce pacte engage les alliés à ne plus traiter avec Napoléon, à se fournir réciproquement des armes et des fonds, afin de ramener la France à ses frontières de 1792, fût-ce durant 20 années !

Napoléon et Davout consacrent toutes leurs forces à reconstituer l'armée française

Ayant nommé le fidèle Davout ministre de la Guerre, Napoléon I^{er} s'efforce de reconstruire un outil militaire. Il dispose d'environ 250 000 hommes, ce qu'il reste de l'armée régulière après les mesures de démobilisation de Louis XVIII. Il ne parvient guère à mobiliser les recrues de la classe 1815 en raison de l'opposition de la chambre. Pourtant, Napoléon I^{er} commet l'erreur de diviser ses forces. Il n'emmènera avec lui que 123 000 hommes. Et en laisse 130 000 pour assurer la défense du territoire français assiégé par les alliés, dispersés en 6 armées. À la tête des armées de province, seconde erreur lourde, il place quelques-uns des meilleurs officiers de l'Empire : le tout nouveau maréchal Suchet à la tête de l'armée de Savoie, le maréchal Brune (tombé en disgrâce) dans le Var, le général Rapp, héros de Dantzig, sur le Rhin. Lamarque tient la Loire – où les La Rochejaquelein, Louis et Auguste, mais aussi d'Autichamp agitent à nouveau la Vendée –, Clausel les Pyrénées et Lecourbe le Jura.

Le plan génial de Napoléon I^{er}

Face aux 500 000 hommes, peut-être 600 000, mobilisés par les alliés, Napoléon I^{er} ne peut vaincre que par la rapidité de la manœuvre. Il lui faut attaquer les Prussiens et les Anglais regroupés en Belgique, tout près des frontières françaises, et les vaincre séparément, l'un après l'autre, avant qu'ils

ne déboulent ensemble sur le nord de la France. Début juin, Napoléon rassemble l'armée, puis se dirige vers la Belgique sans être repéré. Le 14 juin, il atteint Charleroi. Il sait que ses 123 000 hommes vont devoir affronter 220 000 Anglo-Prussiens. Wellington s'est adossé à Bruxelles et reçoit ses approvisionnements de la côte, alors que Blücher est concentré autour de Namur, recevant hommes, vivres et matériels par le Rhin. La désertion du général Bourmont, le 15 juin, au profit des Alliés, ne perturbe pas à l'excès le dispositif français.

Double bataille le 16 juin 1815

Le maréchal Ney, largement perturbé par sa trahison de Louis XVIII, est chargé de marcher sus aux Anglais et de les fixer aux Quatre-Bras, sur l'aile gauche de l'armée française. Alors que Napoléon s'efforcera de repousser les Prussiens de Blücher à Ligny. Ainsi l'Empereur pourra-t-il s'attaquer à des Anglais isolés de leur allié, le 17 ou le 18 juin 1815. Ayant reçu des ordres manquant de clarté, inapte à un commandement isolé, Ney n'attaque qu'en début d'après-midi. Mais les Anglais se sont renforcés et leur supériorité numérique leur permet de tenir jusqu'au soir. Il est vrai que l'inapte Ney s'est privé par un ordre imbécile des 20 000 hommes de Drouet d'Erlon qui lui manquent cruellement. À Ligny, attaqués par environ 70 000 Français, 85 000 Prussiens sont largement bousculés, perdant 10 000 combattants. Mais ils se replient vers Wavre, en direction des Anglais. Napoléon tarde trop à les poursuivre : ils lui échappent.

Napoléon n'est pas au mieux de sa forme

Victime, semble-t-il d'une crise d'hémorroïdes, l'Empereur n'est pas au mieux de sa forme et paraît infiniment moins présent qu'au cours de la campagne de France. Il donne des ordres imprécis, sous-estime la capacité de manœuvre de Blücher, ne repère pas le terrain avant l'assaut. Mais plus que tout, il manque d'un chef d'état-major de valeur : Soult est loin d'égaler Berthier ! On ne comprend pas pourquoi Napoléon n'a pas emmené dans sa campagne Davout, infiniment plus crédible. Est-ce toujours cette vieille acrimonie qui oppose les deux hommes ? Pourtant, à ses risques et périls, Davout est venu se mettre au service de l'Aigle en mars 1815 et a reconstruit son armée. Plutôt que de confier les ailes de l'armée à Ney et Grouchy, deux hommes inaptes aux grands commandements, Napoléon, ayant refusé le retour de Murat, aurait dû faire appel à Suchet, l'homme de Valence, et à Brune, le remarquable vainqueur de Bergen (1799).

Le 17 juin, tentative de s'implanter sur le plateau Saint-Jean

Ayant rejoint Ney aux Quatre-Bras que Wellington a fini par évacuer,

Napoléon I^{er} décide d'envoyer Grouchy avec 33 000 hommes à la poursuite de Blücher, avec pour mission de l'empêcher de rejoindre l'armée anglaise le 18 juin. Ne disposant plus que de 86 000 hommes, Napoléon I^{er} décide de se diriger vers Bruxelles et d'occuper la position haute du mont Saint-Jean. Vers 18 heures, le 17 juin, il arrive à proximité du mont, à la ferme de la Belle-Alliance. Wellington occupe déjà le plateau : il est trop tard pour tenter un assaut, sous la pluie battante, avec un plafond de nuages qui empêche toute vision panoramique.

Nuit d'enfer

Chez les Anglais comme chez les Français, il faut passer la nuit sous la pluie, dans la boue, et dans le froid, malgré le mois de juin. Le lendemain, le terrain est détrempé : difficile de manœuvrer l'artillerie. Il faut démonter les armes, les sécher, les graisser. Cependant, Napoléon attend le début d'après-midi pour ordonner le feu. Il est environ 13 heures lorsque les canons se mettent à tonner : la bataille commence ! Cependant Blücher, dont l'armée est divisée en 4 corps, décide d'en sacrifier un, le 3^e, pour tenir Grouchy en échec, espérant ainsi tromper le Français, et pouvoir rabattre sur le flanc droit de Napoléon ses 3 autres corps, ceux de Bulöw, Ziethen et Pirch.

Premières attaques

Les premiers assauts se produisent contre la ferme de la Haye-Sainte et le château de Hougomont, qui protègent, au centre et à droite, le plateau Saint-Jean. C'est alors que Ney commande la charge des cuirassiers, ceux de Milhaud et ceux de la garde. Puis il engage la cavalerie de Kellermann (le Jeune), enfin, les dragons et les grenadiers à cheval de Guyot. Mais les carrés anglais, au sommet du plateau, tiennent bon.

Vers 16 heures, la Haye-Sainte tombe aux mains des Français

La prise de la Haie-Sainte permet aux tirailleurs français d'approcher au plus près des lignes anglaises. Et une batterie d'artillerie est enfin installée : elle foudroie les lignes anglaises. C'est alors que surviennent les ultimes renforts français, les hommes de la garde impériale. À la tête de sa cavalerie, Ney charge une dernière fois la crête du mont Saint-Jean. Le centre anglais s'écroule brutalement, percé de part en part... Alors que le régiment du Cumberland s'enfuit vers Bruxelles, officiers en tête.

« Il dit Blücher, c'était Grouchy ! »

Des tirs se font entendre sur l'aile droite française. Alors l'Empereur, tournant sa longue-vue vers Fichermont, craint le pire. « Il dit Blücher, c'était

Grouchy ! » Le maréchal Grouchy ne s'est pas laissé berné par les manœuvres de Blücher. Conformément aux ordres reçus, il a certes poursuivi le 2^e corps prussien. Mais les tirs de canon entendus du côté de Waterloo et surtout la violente intervention du général Girard qui l'a menacé arme en main, ont ouvert les yeux du maréchal défaillant. Surgissant sur les arrières prussiens, Grouchy les bouscule à Fichermont avant que d'écraser le corps de Bulöw, épargné à Ligny, dans le terrible étau constitué par la garde et la division Mouton-Duvernét.

L'armée britannique fuit sur la route de Bruxelles

Wellington a donné l'ordre de retraite, mais l'aile gauche ne peut suivre le mouvement. L'infanterie de Chassé et Clinton ne parvient pas à échapper à la nasse. Sabrée par la cavalerie française, elle subit le feu des canons anglais que les Français ont retourné contre elle.

Vers 19 heures, les combats cessent

Les Prussiens se retirent en hâte : leur 3^e corps a perdu 5 000 hommes durant la matinée et le début d'après-midi du 18, alors que Bulöw, coincé entre deux armées françaises, a laissé 15 000 soldats sur le champ de bataille. En 3 jours, les Prussiens ont donc perdu 30 000 hommes, plus du tiers de leur effectif. Quant aux Anglais, ils abandonnent plus de 100 canons aux Français, dont les trois quarts hors d'usage, il est vrai. Et leurs pertes peuvent être évaluées à 12 000 tués, blessés et prisonniers.

La cavalerie française a porté l'essentiel du poids de la bataille et a beaucoup souffert, perdant 5 000 dragons, cuirassiers et grenadiers montés. L'infanterie est également secouée, avec 6 000 morts et blessés. Ainsi les pertes anglaise et française sont-elles voisines. Napoléon veut ordonner la poursuite des Anglais : maréchaux et généraux s'y refusent. Leurs troupes sont épuisées...

Que faire ?

Victorieux, Napoléon ne sait que faire : faut-il s'enfoncer encore en Belgique et combattre à nouveau les Anglais devant Bruxelles ? Ou bien se tourner vers Namur et anéantir définitivement l'armée prussienne ?

Il ne dispose plus que de 95 000 à 100 000 hommes en état de combattre. Peut-il encore risquer l'Empire sur un nouvel affrontement ? Ne convient-il pas mieux de raccourcir ses lignes et de tenir le nord de la France, en se retranchant autour de Lille ? Et aussi d'appeler Davout et Suchet auprès de lui ? Fort de sa victoire, il pourra mobiliser la classe 1815. Et renforcer la défense de Paris en occupant les forts. Si les Vendéens poursuivent leurs escarmouches, il ordonnera à Lamarque de faire un exemple, en rayant de la carte deux ou trois bourgs. Il n'est pas possible de distraire 20 000 hommes

aguerries de la défense du pays. Il mobilisera la garde nationale, en appelant le troisième banc, celui des hommes de 40 à 60 ans. D'ailleurs beaucoup de ceux du second banc (26 à 40 ans) n'ont pas été engagés hors de France. Il y a là une réserve militaire importante, d'autant qu'il les a sédentarisés et fait entraîner à partir de 1805, comme une véritable armée bourgeoise. Ainsi peut-il espérer disposer d'une force de 350 000 à 400 000 hommes combattant sur son territoire qu'il vaut mieux, tout bien pesé, regagner pour fêter la victoire...

Enlever le roi à Gand !

L'envie de revoir son fils et sa femme le saisit brutalement. Il lui faudrait une carte d'échange. Il fait appeler le général François-Étienne Kellermann. Certes, il vient d'être blessé ! Se sent-il apte à rendre un service exceptionnel à son pays ? Qu'avec deux centaines de dragons, divisés en 4 groupes pour plus de discrétion, il se rende à Gand et y enlève le roi Louis XVIII. Ils seront habillés en gardes royaux anglais, des hommes qui ont été capturés ou tués et dont les uniformes sont disponibles. Il faudra prévoir un cabriolet pour transporter le roi impotent ! Et le saisir sur place. Gand n'est qu'à 50 km : il conviendra de prendre au plus court et de passer par Halle et Ninove pour éviter les troupes anglaises qui se sont repliées vers Bruxelles. Ils partiront de nuit, au soir du 19 juin. Et reviendront la nuit suivante. La matinée devra être consacrée au repérage, puis la fin d'après-midi à l'action. Pour cette raison, deux royalistes français capturés à Ligny les accompagneront en civil : leurs familles répondent en France de leur loyauté !

Kellermann s'incline, jurant que nul ne sera informé de sa mission : les hommes penseront effectuer une opération de commando contre le trésor de l'armée anglaise. Le but de l'opération ne leur sera révélé qu'au tout dernier moment.

Louis XVIII captif

À l'hôtel d'Hane de Steenhuyse, doté d'un excellent confort, le roi Louis XVIII s'est installé au rez-de-chaussée. Il ne dispose d'aucune protection particulière. Les quelques centaines d'hommes fort peu aguerries dont dispose le duc de Berry sont, en effet, regroupés à Alost. Toutefois depuis mars, le roi s'est attaché à former quelques partisans armés, qui suscitent la méfiance du gouvernement des Pays-Bas.

Le roi, après avoir assisté à la messe, puis déjeuné vers 10 heures, fait sa promenade en ville, le long des remparts, voire à l'extérieur, avant que de prendre un copieux repas de poisson dans une auberge locale, puis il rentre vers 16 heures au palais pour y tenir conseil.

Kellermann est informé au matin du 20 juin 1815 des habitudes royales. Par chance, le temps est splendide et le roi ne peut manquer sa promenade. Rapidement, il est décidé d'enlever le roi au sortir de la goguette, entre

15 h 30 et 16 heures. Vers 15 heures, sortant des bois voisins, les 4 groupes de gardes royaux anglais se dirigent vers la goguette située hors la ville qu'ils atteignent vers 15 h 30. Le duc de Feltre, ministre de la Guerre, et Jaucourt, ministre d'État, déjeunent avec lui, alors que deux gardes, sans doute des étudiants, assurent la sécurité du roi, postés devant la porte. Le galop des chevaux surprend chacun. En un instant, l'auberge est envahie, le roi saisi, les ministres jetés à terre, les divers convives attablés tenus en joue. Kellermann ordonne que 10 cavaliers surveillent l'auberge durant une heure afin que personne ne puisse donner l'alarme. Qu'ils les rejoignent ensuite. Puis le roi ligoté dans un cabriolet, il reprend le chemin de l'aller. En plein jour, le risque est grand d'être repéré. D'ici une heure l'alerte sera donnée, le roi n'étant pas revenu au palais !

Kellermann presse ses hommes au risque de briser les essieux du cabriolet. Leur progression est trop lente. Il n'est que 16 h 45 lorsque les 10 cavaliers laissés à Gand les rattrapent. L'alerte a été donnée plus tôt que prévu, car de nouveaux clients ont voulu pénétrer dans l'auberge. Ils ont dû fuir et sont poursuivis. Mais ils ont été les plus rapides. Kellermann ordonne qu'un premier groupe se sacrifie et résiste aussi longtemps que possible.

Lorsque, enfin, à la tombée de la nuit, il atteint les bivouacs français, il n'y a plus que 10 hommes autour du cabriolet. Le roi a beaucoup souffert : il a rendu son repas et a du mal à respirer.

Corvisart, l'homme qui a annoncé à Marie Walewska qu'elle était enceinte de Napoléon, l'examine. Il le trouve essoufflé, mais le cœur régulier. Il faut le changer et le faire reposer. « L'Empereur le verra demain matin », ordonne-t-il...



Et si le général Boulanger était entré à l'Élysée le 27 janvier 1889 ?

Depuis l'écrasement de la Commune en 1871, la III^e République s'est dotée d'une forte armature institutionnelle et a bravement affronté les affres de l'expansion coloniale. Cela étant, la France ne s'est jamais complètement remise de la défaite de 1870. Vers la fin des années 1880, l'irrésistible ascension du général Georges Boulanger traduit à elle seule l'état de frustration de la population française. On le surnomme sans complexe « le général Revanche ». Personnage ô combien charismatique, il incarne les valeurs retrouvées de la patrie, de l'honneur et de la gloire. S'érigeant en « Comité républicain de protestation nationale », le parti des boulangistes a pour slogan « Dissolution, Révision, Constituante ». Loin de vouloir restaurer la monarchie, le boulangisme entend rendre la France plus digne de la République...

Un ministre de la Guerre « révolutionnaire »

Dès sa nomination au ministère de la Guerre en 1886, Boulanger défraye la chronique. Le teint hâlé, la barbe blonde, la taille svelte, cet élégant saint-cyrien recueille les suffrages des hommes pour ses hauts faits d'armes et ceux des femmes pour sa prestance. Il est l'antithèse du président Sadi Carnot, lequel affiche un physique austère et rigide. En l'espace de quelques mois, il entend transformer l'armée en véritable école de la République. Se heurtant sans complexes au front des conservateurs, il renforce sa popularité en réformant la loi de 1872. Loi inégalitaire par excellence, celle-ci dispense de service militaire les cadres, les enseignants, les séminaristes. Moyennant une certaine somme d'argent (1500 francs), on peut réduire sensiblement la durée du service (1 an au lieu de 5 !). Tout en s'attaquant aux privilèges, aux dispenses et au système du volontariat, le nouveau ministre de la Guerre modernise l'appareil militaire (adoption du fusil Lebel, de l'aérostat ou encore de la bicyclette), écarte les officiers réactionnaires et fait rayer des cadres les descendants des anciennes familles régnantes. Le prince Murat, les fils de Louis-Philippe, y compris le duc d'Aumale, font partir du train des expulsés...

Un certain 14 juillet 1886

Le 14 juillet 1886, à l'occasion du retour des troupes du Tonkin, le général Boulanger peut mesurer toute sa popularité : chevauchant un magnifique cheval noir répondant au nom de « Tunis », le ministre de la Guerre est ovationné à Longchamp par une foule de 3 000 Parisiens nostalgiques de la grandeur passée de la France. Dès cet instant, le nouveau héros de la République devient l'homme providentiel, « le général Revanche » qui saura faire table rase de la défaite de 1870 et rendre l'honneur au drapeau français. On peut parler de véritable culte de la personnalité. Rares sont les boutiques qui n'affichent pas ses portraits et sont les journaux qui ne tarissent pas d'éloges sur la nouvelle coqueluche des Français. Des liqueurs aux foulards en passant par les pipes et les paniers, on ne compte plus le nombre d'objets vendus à son effigie.

Quand l'exil transforme Boulanger en « martyr républicain »

Ce culte sans précédent ne tarde pas à susciter l'inquiétude du milieu politique. Jules Ferry n'hésite pas à le qualifier de « Saint-Arnaud de café-concert ». Le boulangisme a cependant le vent en poupe. Il surfe aussi sur les vagues générées par l'affaire Schnaebelé. Survenu à la frontière allemande, cet incident regrettable est révélateur de la tension qui règne entre les deux pays. Au mois d'avril 1887, un commissaire de police français, originaire de Pagny-sur-Moselle et répondant au nom de Guillaume Schnaebelé, est en effet appréhendé par la police allemande sur le territoire allemand puis accusé d'espionnage.

À Paris, c'est la franche consternation. Ministre de la Guerre, Boulanger propose carrément d'envoyer un ultimatum à l'Empire allemand et de mobiliser les troupes. Mais il est cruellement désavoué. Le président Grévy décide au contraire d'étouffer l'affaire. Mieux encore, le mois suivant, en mai 1887, le nouveau président du conseil, Maurice Rouvier, écarte l'idole républicaine au profit d'un certain général Ferron. Le général Revanche est, quant à lui, nommé commandant du 13^e corps de Clermont-Ferrand. Loin de briser l'élan boulangiste, l'exil en Auvergne transforme l'ancien ministre en « martyr républicain ». La manifestation populaire du 8 juillet 1887 en témoigne : plusieurs milliers de Parisiens se pressent à la gare de Lyon pour empêcher le départ de leur idole. « Pas de Clermont ! crie la foule, à l'Élysée ! À l'Élysée ! » Huit mois plus tard, en mars 1888, les détracteurs de Boulanger commettent un second faux pas. En le mettant à la retraite d'office, le gouvernement Tirard et Sadi Carnot le transforment en adversaire politique. Le général Boulanger est désormais éligible...

Le général Revanche remporte la bataille de Paris

Le programme du général éconduit s'articule essentiellement autour de la dissolution de la chambre et de la révision de la Constitution. Ses partisans arborent l'œillet rouge. De *l'Intransigeant* à *La Cocarde*, la presse le soutient activement. Après avoir remporté plusieurs élections partielles dans le Nord, en Dordogne et dans la Somme, Boulanger décide de s'attaquer à la capitale. Bastion radical par excellence, cette forteresse rouge est un véritable test pour son avenir politique. La détérioration du climat social pendant l'été 1888 favorise incontestablement la propagation de ses idées. Le 27 janvier 1889, la bataille de Paris est remportée. Contrairement aux pronostics opportunistes, les « révolutionnaires » parisiens ne résistent pas à la vague boulangiste.

Avec plus de 80 000 voix d'avance sur son adversaire Édouard Jacques, Boulanger devient député de Paris. En apprenant cette nouvelle, ses partisans rêvent d'une marche sur l'Élysée, d'un coup d'État qui mettrait fin à 18 ans d'expérience républicaine. Le soir même des élections, la foule boulangiste assiège littéralement le restaurant Durand de la place de la Madeleine, où sont retranchés le général et son état-major politique. « À l'Élysée ! À l'Élysée ! » scande la foule comme à la gare de Lyon un an et demi plus tôt. À l'intérieur, Boulanger hésite. De formation militaire, il s'avère trop respectueux des traditions pour transgresser les lois de la République. Serait-il républicain avant d'être boulangiste ou se sent-il l'âme d'un putschiste, d'un bonapartiste ? De sa décision dépend l'avenir de la France...

Boulanger devient boulangiste ou quand un général entre à l'Élysée !

Résistant un temps aux sirènes du pouvoir, le vainqueur de la bataille entend rester loyaliste. « Je n'aspire qu'à une chose déclare-t-il, contribuer à la consolidation de la République, que je ne sépare pas, que je ne séparerai jamais de la patrie. » Mais c'est compter sans l'enthousiasme populaire. Pendant plus d'une heure, les gens rassemblés sur la place crient le nom de leur héros : « Boulanger président ! ». « Vous ne pouvez pas décevoir les Parisiens ! » hurlent les femmes. « Tu es notre sauveur ; notre seul espoir » professent des hommes en uniforme de hussard. Parmi ses proches, Alfred Naquet, sensible aux idées révolutionnaires de Bakounine, lui conseille ouvertement de forcer les portes de l'histoire en tentant le coup d'État. Au fil des minutes, la foule grossit et devient de plus en plus incontrôlable. On se presse contre les vitres de l'établissement ; d'aucuns manquent d'étouffer. La place de la Madeleine est maintenant noire de monde. Vers 22 h 30, des soldats pénètrent à l'intérieur du restaurant Durand. Décontenancé, Boulanger ne sait comment réagir. Porté désormais en triomphe sur les épaules de ses partisans, le général tente de parler mais sa voix est couverte par les cris de ses admirateurs. L'allégresse de la foule confine au délire. « À l'Élysée ! À l'Élysée ! » hurle-t-elle à tue-tête.

« Vive l'honneur retrouvé ! »

Craignant un bain de sang, les forces de l'ordre n'interviennent guère. Une demi-heure plus tard, ceux qu'on peut désormais qualifier de putschistes se présentent devant les portes de l'Élysée. Devant la tournure des événements, Sadi Carnot préfère démissionner. Curieusement, le principal acteur de cet épisode politique semble cruellement absent. En d'autres termes, le général Revanche subit plus l'histoire qu'il ne la crée. N'osant défier la foule, Boulanger lui emboîte le pas. Sur les marches de l'Élysée, il prononce ses mots restés célèbres : « le temps des humiliations est révolu. La France a désormais un président digne de sa grandeur. Vive l'honneur retrouvé ! » À minuit moins cinq, en ce 27 janvier 1889, Boulanger est devenu boulangiste...

La Constitution révisée ou l'avènement d'une République présidentielle

Le coup d'État de 1889 serait-il le triste écho de la Révolution de 1789 ? Tout au moins dans la réforme des institutions. Boulanger décide en effet d'en finir avec l'armature constitutionnelle de la III^e République en renvoyant les Français aux urnes. Usant du référendum, il demande aux Français s'ils veulent ou non garder l'héritage institutionnel de 1875. Avec un score de 72 %, le changement de régime est largement plébiscité par le peuple. C'est l'avènement de la IV^e République. La clé de voûte du nouveau régime est sans conteste l'élection du président de la République au suffrage universel. Légitimé directement par le peuple, le chef de l'État devient le nouvel homme fort de la République. Élu pour une durée de 7 ans (il faut voir ici l'influence des royalistes), le président de la République dispose de larges prérogatives. Il est le nouveau chef des armées et peut à tout moment dissoudre l'Assemblée nationale, seul organe législatif autorisé des élus de la nation. La première élection présidentielle a lieu au mois de juillet 1889, date ô combien symbolique. « Cette République est une honte » clament ses détracteurs, « il s'agit d'une monarchie déguisée ! » soulignent amèrement les socialistes. Le scrutin oppose Marie-François Sadi Carnot, dernier locataire de l'Élysée, au nouveau héros de la République, à savoir Georges Boulanger. Sans surprise, les Français plébiscitent largement la candidature du général Revanche...

La guerre contre l'Allemagne

Au printemps 1890, depuis l'élection de Boulanger, les incidents militaires se sont multipliés à la frontière franco-allemande. Douze soldats français ont ainsi été tués en l'espace de 3 mois lors d'accrochages avec les casques à pointe. Les bruits de bottes se font de plus en plus pressants. Au mois d'avril, le ministre de la Guerre, Déroulède, envoie un ultimatum à l'Allemagne. Dénonçant le traité de Francfort de mai 1871, il réclame ni plus ni moins la restitution de l'Alsace et de la Moselle à la République. À la

chancellerie du Reich, des voix s'élèvent pour réclamer une guerre préventive contre la France. Mais Bismarck s'y oppose formellement, ne voulant à aucun prix que l'Empire allemand passe pour le pays agresseur aux yeux de l'Europe. Finalement, le 5 juillet, le partisan de la *realpolitik* remet sa démission à l'empereur Guillaume II. Son successeur von Caprivi ne résiste pas longtemps à l'appel pressant de ses généraux. Au mois d'août 1890, le Reich déclare la guerre à la République boulangiste. Contre toute attente, ce sont les Français qui tirent les premiers. Le 12 août s'engage la bataille de Lorraine. Elle est gagnée par les troupes de la République. Les états-majors des deux puissances ont alors l'intime conviction que la guerre sera courte...



Et si la France avait stoppé Hitler dès 1936 ?

Rare éclaircie dans le ciel tourmenté des années 1920, le pacte de Locarno, signé en octobre 1925, établit une garantie mutuelle des frontières entre les anciens protagonistes de la Première Guerre mondiale. En échange de la promesse de la France de ne pas intervenir dans la Ruhr, la république de Weimar reconnaît enfin les clauses du traité de Versailles. Tout en renonçant à reprendre par la force l'Alsace et la Lorraine, elle déclare ne plus songer à remilitariser la Rhénanie. Le corollaire de son entente est l'admission de l'Allemagne dans la SDN en 1926. Briand et Stresemann incarnent alors le visage de la réconciliation franco-allemande. Dix ans plus tard, l'histoire semble faire marche arrière. Le torchon brûle de nouveau entre Paris et Berlin à l'occasion de l'arrivée au pouvoir d'un régime totalitaire sur la rive orientale du Rhin. Hitler défie les nouvelles institutions internationales et fait cavalier seul sur l'échiquier européen. En l'espace de 2 ans, le nouveau maître de l'Allemagne rectifie à sa convenance les clauses du traité de Versailles. De 1934 à 1936, le Führer rétablit le service militaire, réarme son pays et assassine les libertés. De son côté, la France n'hésite pas à conclure, en mai 1935, une alliance de revers avec l'Union soviétique...

Quand l'Union soviétique inquiète davantage que l'Allemagne nazie

Signé à Moscou le 2 mai 1935, le traité d'assistance mutuelle entre la France et le régime abhorré de Staline est loin de faire l'unanimité au sein de la classe politique française. Il se heurte même à une véritable levée de boucliers à droite. D'aucuns crient à la trahison. Mis aussi au ban des relations internationales lors du fameux traité de Versailles, le pays des Soviets apparaît encore plus menaçant que l'Allemagne hitlérienne. On a ainsi l'habitude de caricaturer le régime bolchevik sous la forme d'un moujik avec un couteau entre les dents. Dix-sept ans plus tôt, l'exécution de la famille impériale a en effet provoqué un profond émoi à travers le monde. Ils ont osé ! Ils ? Lénine et ses sbires.

Depuis lors, le péril rouge prime sur toute autre considération. Les premiers, Henriot et Doriot, accusent ouvertement leur gouvernement de faire

le jeu de la III^e Internationale. Face à la menace révolutionnaire, la droite française est prête à tout pour ne pas provoquer son puissant voisin, seul rempart face aux envahisseurs de l'Est. Et pourtant, en cette année 1936, les dernières initiatives d'Hitler font passer au second plan le péril rouge.

27 février 1936 : la ratification du Pacte franco-soviétique

Face aux remontrances de la droite, Edouard Herriot parle de politique d'égoïsme sacré. Selon lui, les Français ne peuvent rester retrancher derrière leurs forteresses, en particulier la ligne Maginot. L'isolement diplomatique et militaire n'a jamais été un gage de sécurité. D'après Herriot, la France ne peut laisser les petites puissances, à l'exemple de la Tchécoslovaquie ou de la Pologne, à la merci des ambitions allemandes. S'allier avec l'Union soviétique, ce n'est pas renforcer l'idéologie soviétique mais accroître la crédibilité et la puissance de la France. À l'inverse, ne pas entériner l'accord de 1935 reviendrait à approuver l'expansionnisme allemand. Les députés suivent finalement les recommandations de leur président. Le 27 février 1936, par 353 voix contre 164, la chambre ratifie le traité franco-soviétique. En apprenant la nouvelle, le Führer ne décolère pas.

La provocation française

« On m'a trahi, on s'est moqué de moi ! » s'exclame Hitler. En recevant l'ambassadeur de France, un certain François-Poncet, le maître de l'Allemagne ne peut cacher son désarroi. Selon lui, en s'alliant au Kremlin, la France a trahi sa confiance. Elle s'est déshonorée aux yeux de toutes les chancelleries européennes en pactisant avec les « démons ». En termes simples, Hitler parle de provocation inutile et dangereuse de la part des Français. Une provocation qui ne peut rester impunie. En cette fin février 1936, ce n'est plus l'Allemagne qui viole le traité de Versailles mais la France qui fait fi des accords de Locarno, le fameux pacte de stabilité des frontières. En conséquence, il lui faut agir. Hitler lorgne particulièrement du côté de la Rhénanie.

Le pari risqué du Führer

En 1919, les signataires de Versailles ont décrété unilatéralement que la rive gauche du Rhin serait démilitarisée. Depuis 17 ans, les Allemands ne peuvent y tenir garnison, ni même y élever des fortifications, ce qui permet à l'armée française d'envisager de porter éventuellement secours à ses alliés d'Europe centrale. Pour Hitler, cette menace est intenable ; il entend s'en délivrer, et ce, même s'il redoute une violente réaction française. Le 6 mars 1936, il fait part à son état-major de ses intentions de réoccuper militairement la Rhénanie. Les généraux von Fritsch et von Blomberg sont littéralement

consternés. En raison de l'état embryonnaire de la Wehrmacht, toute contre-offensive française serait catastrophique. Mais Hitler n'a cure de l'avis de ses généraux. Il lui faut à tout prix tenter ce coup de poker, quitte à tout perdre. Selon lui, la France est plus isolée que jamais sur l'échiquier européen. À la suite à la condamnation par la SDN de son expédition en Éthiopie, l'Italie s'est définitivement rapprochée de l'Allemagne. Quant à l'Angleterre, elle vient de conclure un accord naval autorisant le Reich à se doter d'une marine égale à 35 % de la flotte britannique. En conséquence, Hitler parie sur une absence de soutien militaire des Européens à une éventuelle contre-attaque française. Mais la France peut-elle réagir seule ? En cette année 1936, son armée est considérée, à tort ou à raison, comme la meilleure du monde. En voulant faire franchir le Rhin à ses troupes, Hitler sait qu'il risque d'ouvrir la boîte de Pandore. En son for intérieur, il « prie » pour que la France ne bouge pas...

Samedi 7 mars 1936

La signature d'une alliance militaire entre la France et l'Union soviétique sert donc de prétexte à une action musclée des troupes allemandes. Après avoir dénoncé la violation du pacte de Locarno, Hitler donne le feu vert à la Wehrmacht. Le samedi 7 mars, 30 000 soldats allemands franchissent le Rhin. Soit 13 sections d'artillerie et 19 bataillons d'infanterie. De Cologne à Mayence, les troupes du Reich sont partout accueillies avec le même enthousiasme. Le jour même, à la tribune du Reichstag, Hitler justifie en ces termes la remilitarisation de la Rhénanie : « Aux offres amicales et aux assurances pacifiques que l'Allemagne n'a cessé de lui réitérer, la France a répondu par une alliance militaire avec l'Union soviétique, qui est exclusivement dirigée contre l'Allemagne... En vertu du droit inaliénable que possède chaque peuple de garantir ses frontières et de sauvegarder ses moyens de défense, le gouvernement allemand a rétabli, à la date de ce jour, la pleine et entière souveraineté du Reich sur la zone rhénane démilitarisée » (extrait du *Journal de la France* chez Tallandier ; 1969). À Paris, c'est la consternation. Apparemment, le chef du gouvernement, Albert Sarraut, semble décidé à réagir : « Nous ne sommes pas disposés à laisser Strasbourg sous le feu des canons allemands. » C'est compter sans la division de ses ministres et de son peuple. Le pacifisme à outrance a alors le vent en poupe. A priori, personne ne veut la guerre.

Quand l'Angleterre propose sa médiation

Au sein du gouvernement Sarraut, les plus pacifistes sont paradoxalement les militaires. À commencer par le chef d'état-major lui-même, le général Gamelin. Non seulement il surestime les capacités d'offensive allemande, mais il ne veut entreprendre aucune action sans la caution de la SDN et surtout sans la participation des forces britanniques.

Selon les partisans de la diplomatie, on ne peut s'engager dans l'aventurisme guerrier à deux mois des législatives ! Pendant ce temps, à Londres, Anthony Eden presse Paris de ne rien entreprendre qui soit susceptible de créer un danger de guerre. En termes clairs, les Français ne peuvent en aucun cas compter sur une intervention britannique. L'Angleterre, une alliée ? Tout au plus une puissance neutre qui se pose en médiatrice.

Le 9 mars 1936, Sarraut décrète finalement la mobilisation générale

Face à ce courant pacifiste, les ministres partisans de la manière forte parlent de capitulation. La gauche confond pacifisme et passivité, commente-t-on dans les couloirs de l'Assemblée. Les premiers, Paul-Boncour, Mandel et Flandin n'hésitent pas à qualifier Gamelin de militaire d'opérette : « Nous avons une armée, c'est pour s'en servir ! » s'écrie Flandin. « Comment peut-on signer une alliance militaire avec la Russie et dans le même temps, négocier avec les Allemands ? poursuit Paul-Boncour. Nous avons établi en 1919 que tout franchissement du Rhin par les troupes allemandes serait considéré comme un acte de guerre. En refusant de réagir, nous nous décrédisons. » Le 8 mars, le climat est des plus houleux à l'Assemblée. Des députés en viennent même aux mains. Dans les rues de la capitale, des rixes éclatent entre partisans et adversaires de la guerre. Au soir du dimanche 8 mars, deux manifestants membres des Croix-de-feu (une association d'extrême droite dissoute quelques mois plus tôt) sont littéralement lynchés par un groupe communiste, armé de barres de fer. Le drame a lieu au pied même de l'Obélisque, place de la Concorde. Pour mettre fin aux troubles, Sarraut décide de clore les débats et d'agir au plus vite. Le 9 mars 1936, la décision est prise. On vote la mobilisation générale. Un pari risqué. Écoutant les conseils d'un certain colonel de Gaulle, lequel lui affirme que les Allemands manquent de munitions, il espère venir à bout de la Wehrmacht en moins de deux mois. En apprenant la terrible nouvelle, le général Gamelin remet sa démission. Il est immédiatement remplacé par Weygand.

Hitler préfère retirer ses troupes

« C'est la guerre ! » titrent les journaux le soir même. « Ils ont osé ! » s'indigne le quotidien communiste *L'Humanité*. Dès le 14 mars, plus de 150 000 hommes sont rassemblés en Alsace. Baptisée « Offensive de la paix », l'attaque des forces françaises commence par un pilonnage en règle des bastions allemands. Contre toute attente, la riposte est faible. Quand les forces françaises pénètrent dans la zone démilitarisée, elles ont la surprise de constater que la Wehrmacht s'est retirée. Ne désirant nullement la guerre, Hitler a en effet ordonné à ses troupes de quitter la Rhénanie sur-le-champ. Il faut maintenant l'avouer : Hitler a perdu son pari. Son coup de poker a

échoué. Les effets du retrait de la Wehrmacht sont énormes. Diplomatiquement, l'action de la France est certes condamnée par la SDN mais la République en ressort grandie. À compter de ce 14 mars, elle apparaît désormais comme une alliée fiable auprès de la Pologne, de la Tchécoslovaquie et surtout de l'Union soviétique. Au Kremlin, Staline ne tarit pas d'éloges envers les fils de la Grande Révolution française. Il salue avec emphase le courage et l'audace de l'armée française. Tout rapprochement germano-soviétique est maintenant utopique. En France même, le coup d'éclat de Sarraut redore le blason de la droite. Une guerre de 48 heures qui boute l'ennemi hors de son territoire, et ce sans subir la moindre perte, on ne peut rêver mieux. Aux élections de mai 1936, les forces de gauche sont sévèrement battues. Quant à l'Allemagne à proprement parler, l'échec de la remilitarisation de la Rhénanie ternit considérablement l'image du Führer.

30 avril 1936. Échec et mat au Führer... mais les nazis restent au pouvoir

En perdant son pari, Hitler a donc perdu son pouvoir de conviction. Humiliée militairement et isolée diplomatiquement, l'Allemagne nazie est maintenant perçue comme un tigre de papier. Pis encore, la population allemande n'a plus foi en son Führer. On lui reproche ouvertement de ne pas avoir de vision à long terme, de n'avoir pas su anticiper la réaction française. Tout le travail de sape de ces 3 dernières années est remis en question. À Berlin et à Munich, des manifestations anti-hitlériennes éclatent. Elles sont sévèrement réprimées. Les jours d'Hitler sont désormais comptés. Le 30 avril, une étonnante nouvelle tombe sur les télescripteurs : Hitler a été mis aux arrêts. Fomenté par un quarteron de généraux, un coup d'État met fin à son « règne » mais non à l'expérience nazie. Le sentiment antifrançais est en effet toujours aussi vif au sein de la population allemande. Tout en écartant la solution hitlérienne, les Allemands préparent leur revanche. Dans cette perspective, Herman Goering est élu chancelier. En réagissant à la remilitarisation de la Rhénanie, la France a donc provisoirement écarté la menace nazie sans vraiment chercher à l'anéantir.



Et si le général de Gaulle avait remporté le référendum du 27 avril 1969 ?

L'usure du pouvoir et la crise de 1968

En 1967, le général de Gaulle a 77 ans et l'impact négatif du plan de stabilisation du ministre des Finances, Valéry Giscard d'Estaing, laisse présager de mauvais résultats aux élections législatives des 5 et 12 mars. Pourtant, divine surprise, au premier tour, les gaullistes l'emportent avec 38,5 % des suffrages, alors que la FGDS de François Mitterrand est laminée, ne réunissant que 18,9 % des voix. Mais le 12 mars, au second tour, la victoire est acquise d'extrême justesse : le Premier ministre Pompidou ne dispose que d'une étroite majorité de 7 sièges.

Le général ne tient guère compte de cet avertissement sans frais. Il multiplie les provocations politiques, maintenant au sein du conseil des ministres Couve de Murville et Mesmer, pourtant battus aux élections ; condamnant Israël, pays allié, durant la guerre des Six Jours ; en juin 1967 provoquant, enfin, l'État canadien avec le fameux « Vive le Québec libre », lancé du haut du balcon de l'hôtel de ville de Montréal le 26 juillet 1967.

Cet exercice quelque peu solitaire du pouvoir est critiqué par Valéry Giscard d'Estaing. Cette réserve est-elle vraiment à l'origine de l'explosion du printemps 1968 ? Ou n'est-ce point, plutôt, parce que la France s'ennuie, prétendent d'autres ? Toujours est-il que des troubles, nés à la faculté de Nanterre, se transportent à la Sorbonne, avant de gagner le système universitaire et scolaire tout entier. Après des nuits d'affrontements violents au Quartier latin, notamment durant celle du 6 au 7 mai, l'agitation gagne le monde du travail le 14 mai. Quelques jours plus tard, la grève est devenue générale dans les services publics. L'intervention du général de Gaulle, le 24 mai, est un flop ! Après le rejet des accords de Grenelle (négociés par Pompidou) par les ouvriers de la régie Renault le 28 mai, François Mitterrand, pensant son heure venue, propose sa candidature au pouvoir suprême. Sans succès ! Le 29 mai, le parti communiste et la CGT manifestent puissamment dans Paris. De Gaulle décide alors de se rendre en secret et en catimini à Baden-Baden pour y rencontrer le général Massu et s'assurer de la fidélité des

troupes françaises d'Allemagne. Ragaillardi par son déplacement, le général de Gaulle retrouve le souffle des grands jours en s'adressant à la nation le 30 mai. En réponse à son intervention, une marée humaine envahit les Champs-Élysées, de la Concorde à l'arc de Triomphe.

L'espoir change de camp et les grèves cessent peu à peu. La bataille des législatives voit, le 30 juin, au second tour, l'UNR emporter la majorité à elle seule, avec 293 sièges sur 487, sans compter les 61 républicains indépendants de Valéry Giscard d'Estaing.

Le général perplexe

Croire que le général se réjouit de cette chambre conservatrice « bleu d'Auvergne » (délicate attention au rôle majeur tenu par Georges Pompidou !), à moins, aurait dit le général qu'elle « ne soit bleue de trouille », serait une lourde erreur d'analyse. De même que penser que le remplacement de Pompidou s'explique par une volonté délibérée du général d'écarter un homme dont la stature s'est révélée plus solide que la sienne durant la crise. C'est à la demande d'un Pompidou épuisé et lassé que de Gaulle a nommé un autre homme, le 10 juillet 1968. Un fidèle parfaitement averti des affaires diplomatiques, un protestant rigoureux, un discret qui fuit la popularité, Maurice Couve de Murville.

La révolte de la jeunesse a fortement impressionné le général de Gaulle et l'a même traumatisé. Blessé dans son orgueil, déstabilisé, le général songe à relancer son action par la mise en force d'un vaste dessein : la participation. Et il veut le faire au travers d'un référendum qui rétablisse sa légitimité écornée.

Réforme des universités et de la participation

Edgar Faure, le nouveau ministre de l'Éducation, s'étant brillamment entouré – citons Gérard Antoine, Michel Alliot et François Furet –, met en place l'autonomie universitaire avec la création des fameuses UER (unités d'enseignement et de recherche), supprime la sélection à l'entrée de l'enseignement supérieur, favorise le remplacement des examens par un contrôle continu des connaissances. Et recherche tant l'interdisciplinarité qu'une meilleure participation de tous à la gestion des universités (les doyens ne sont plus nommés par le pouvoir, les activités syndicales sont autorisées et même les débats politiques).

Aussi peut-on sans doute prétendre, sans excès, qu'Edgar Faure ne fait qu'appliquer l'idée de la participation à la réforme universitaire.

Le général constate avec plaisir que son nouveau ministre de l'Éducation est en passe de réussir une refonte d'un système qui a mis le pays en ébullition au printemps 1968 !

Par l'amendement Vallon et l'ordonnance de 1967, le général de Gaulle a déjà mis en place l'intéressement des salariés aux résultats de l'entreprise.

Cette fois, il veut aller plus loin et l'élargir à tous les salariés et à toutes les entreprises. Mais le caractère novateur de son projet réside dans la volonté d'affirmer le droit des salariés à être informés de la marche de l'entreprise, bien au-delà des droits du comité d'entreprise, mais aussi celui de chaque catégorie de personnel de faire des propositions.

De Gaulle entend réformer par référendum, proposant ainsi à l'accord des Français un projet révolutionnaire qui doit changer les relations au sein du monde du travail, et entre le capital et le travail. Mais bien vite, il apparaît, selon le ministre d'État chargé des réformes, Jean-Marcel Jeanneney, que la participation ne peut être soumise à référendum. L'article 11 de la Constitution semble, en effet, réserver la procédure référendaire à l'organisation des pouvoirs publics, et non pas aux relations sociales. L'État doit-il, d'ailleurs, trop se mêler du domaine de l'entreprise ?

De Gaulle s'efforce de trouver une autre idée

Le général ne veut, à aucun prix, renoncer à l'idée d'un référendum. Il veut retrouver ce lien indispensable avec le peuple de France que seul fonde le suffrage universel ! Aussi songe-t-il à la régionalisation et à la réforme, par voie de conséquence, du Sénat.

Il s'agirait de réunir en une assemblée unique des représentants des collectivités locales et des activités régionales, auxquels viendraient s'ajouter ceux des grands organismes économiques (Datar, Fdes, CES...). Une représentation qui se substituerait au Sénat et permettrait la mise en place d'une régionalisation effective.

Mais en envisageant la profonde transformation, voire la suppression du Sénat, le général de Gaulle se lance dans un combat hasardeux, voyant toute la classe politique se dresser contre lui. Sans doute aurait-il pu dissocier les deux réformes, étant à peu près sûr de l'emporter sur la régionalisation. Mais le général s'y refuse ! Il veut non seulement une seconde onction, mais aussi triompher des conservatismes incarnés par le vote de juin 1968 et sans doute par Pompidou lui-même...

Pompidou se positionne

Ayant quitté le pouvoir, Pompidou reste attentif à l'évolution des choses. Il perçoit bien la tentative solitaire, et pense-t-il, quelque peu suicidaire du général de retrouver la confiance des Français, à 78 ans ! Et le 17 janvier 1969, il laisse échapper de Rome, aux journalistes français accrédités, en réponse à la question de savoir s'il serait, à l'occasion, candidat à la présidence de la République, que « pour l'heure, la question ne se pose pas ». Mais que si le général de Gaulle se retirait, il va de soi qu'il serait candidat.

Par cette flèche décochée au général, sans doute Pompidou prend-il sa revanche après le manque de sympathie manifesté par le président de la République à son ancien Premier ministre lors de l'affaire Markovic. Certes,

de Gaulle invitera les Pompidou à l'Élysée, avec le couple Debré, le 12 mars 1969, mais un peu tard...

Le référendum est fixé au 27 avril 1969

Les premiers sondages sont défavorables mais ne donnent pas le général systématiquement battu. De l'entretien à la télévision du 10 avril avec Michel Droit, les Français retiennent surtout que le président de la République se retirera s'ils rejettent ses deux réformes. Hélas pour le général, Valéry Giscard d'Estaing lui porte un coup sévère, le 14 avril, en annonçant qu'« avec regret mais avec certitude, il ne pourra voter oui ». Georges Pompidou fait preuve d'une extrême correction en défendant avec une certaine chaleur le projet référendaire à la veille du scrutin. L'ultime intervention du général de Gaulle, le vendredi précédant le vote, est d'une bien meilleure facture que l'interview de Michel Droit. Le général demande la confiance au pays, s'engageant à quitter le pouvoir avant la fin de son mandat. Il veut préparer et organiser sa succession dans le calme, en évitant des traumatismes politiques au pays.

Victoire sur le fil

Malgré la position négative des républicains indépendants, le général recueille 50,1 % des suffrages. Il ne l'emporte que grâce au vote des DOM-TOM, car il n'a obtenu que 49,6 % en métropole.

Dès le lendemain, 28 avril 1969, Maurice Couve de Murville vient lui présenter sa démission : il l'accepte. Vers 12 h 30, le secrétaire général de l'Élysée, Bernard Tricot, introduit Edgar Faure dans le bureau du président de la République. Les deux hommes doivent déjeuner ensemble...

Edgar Faure, Premier ministre

Charles de Gaulle accueille affectueusement le séillant Edgar Faure – il n'est âgé que de 61 ans –, un agrégé et un docteur en droit, lui réservant une des saillies dont il a le secret. « Mon cher Edgar, il va vous falloir quitter le ministère de l'Éducation nationale et devenir mon Turgot (c'est le sujet de sa thèse) mais ne comptez pas sur moi pour finir comme Louis XVI ! Je souhaite vous voir mener la grande réforme de la participation, mais il faudrait y ajouter un projet de nouvelle société. Ne peut-on favoriser une meilleure sécurisation des parcours professionnels en mensualisant les bas salaires, en favorisant la formation professionnelle, en réduisant le temps de travail, en aménageant les retraites ? Il faudrait également rechercher une meilleure concertation avec des contrats de progrès dans les entreprises publiques, garantir un smic... Bref faire sauter tous ces blocages qui sont à l'origine de la crise de 1968 ! »

Edgar Faure est stupéfait : de Gaulle a rajeuni de 10 ans ! Il abonde dans le sens du général, soulignant combien le mouvement est essentiel en

politique. Et il ose : « Mon général, en raison de la situation financière délicate du pays – le printemps 1968 a laissé des traces –, je souhaiterais pouvoir m'assurer les services de Giscard à l'Économie et aux Finances. Il faut que nous fassions une dévaluation réussie ! Pouvez-vous lui pardonner son erreur de jeunesse ? Après tout il n'a que 43 ans et comme vous le savez, il n'a jamais souffert... ? »

Le général s'amuse beaucoup des contorsions verbales de Faure et répond : « Monsieur le Premier ministre, je ne vous impose que 3 ministres : Couve, il a gagné le référendum tout de même, Capitant à la Justice et Jean-Marcel Jeanneney où vous voudrez – c'est un excellent juriste comme vous. Pour le reste, vous ferez bien comme vous l'entendrez, dans le respect des équilibres de la majorité, comme je n'ai pas besoin de vous le rappeler. Vous savez, mon cher Edgar, votre travail de réforme de l'Université a été remarquable et je n'oublie rien de ce que vous avez fait en Tunisie et au Maroc en 1955 ! Même de Gaulle n'aurait pas fait mieux ! »

De Gaulle prévoit l'avenir

Lors du premier conseil des ministres du nouveau gouvernement Faure, de Gaulle fait asseoir Giscard d'Estaing à sa droite et lui allonge : « Alors Giscard, j'espère que vous n'avez pas de regret de me dire oui aujourd'hui ! »

Cependant, Edgar Faure s'efforce de persuader le général de renoncer à un référendum sur la participation. Ne serait-il pas plus judicieux de proposer un thème de politique étrangère, lui suggère-t-il au début de l'année 1970 ? Et si le général acceptait de négocier avec le Premier ministre anglais, Edward Heath, un conservateur ouvert à l'Europe, pour permettre l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun ? On pourrait alors interroger la population sans trop de risque.

« Je reconnais, répond le général, que Heath est différent des autres, plus ouvert. C'est un excellent pianiste me suis-je laissé dire... Après tout, à 79 ans, je puis encore laisser une trace : on raconte que Victor Hugo a écrit *La Légende des siècles* à 83 ans ! Et Goethe son second *Faust*, au même âge ! Réunifier le continent comme nous avons failli le faire, le 16 juin 1940, avec Churchill en formant une seule nation franco-anglaise pour continuer le combat ! Pourtant le conseil des ministres a blackboulé ce pauvre Reynaud, qui présentait le projet d'union ! Il s'est fait accuser d'être un nouveau Lancastre ! Oui, partir, en attachant l'Angleterre au continent, ce serait de la belle œuvre ! »

« À propos, mon cher Edgar, il faut préparer ma succession ; je compte sur vous... Je pourrai me retirer en 1971, au printemps, et vous recommander au peuple français. J'aurai eu le temps d'ici là de bien avancer les négociations d'entrée de la Grande-Bretagne... C'est vous qui signerez à ma place ! Après moi, après vous, il faudra préparer Giscard : en 1978, il n'aura que 52 ans ! C'est un âge minimum pour un tel poste. Plus jeune, il s'y

briserait ! »



Et si Édouard Balladur avait été élu président de la République le 7 mai 1995 ?

Le 29 mars 1993, Édouard Balladur est nommé Premier ministre

À l'issue du véritable désastre subi par Pierre Bérégovoy, le Premier ministre d'un gouvernement miné par les affaires, les 21 et 28 mars 1993, le président de la République, François Mitterrand, appelle Édouard Balladur à former le nouveau gouvernement. Il est vrai que la droite a emporté 485 sièges sur 577 ! Passablement échaudé par sa relation difficile avec François Mitterrand lors de la première cohabitation (1986 à 1988), mais également ébranlé par sa large défaite à la précédente présidentielle, Jacques Chirac a laissé la place à celui qu'il considère comme son ami de trente ans, du moins le prétend-il, car la fidélité en politique est aussi rare que le cheveu sur le crâne d'un chauve ! Le bruit court, peu crédible semble-t-il, que les deux hommes se seraient partagé le pouvoir : à Balladur la position de Premier ministre et à Chirac celle de président de la République.

Au sommet du Capitole

C'est donc dans une atmosphère de fin de règne, alors que le président de la République est gravement atteint par la diffusion de son cancer de la prostate, qu'Édouard Balladur réussit, en 1993, un parcours sans faute. Né à Izmir, en Turquie (ce qui lui vaudra le doux surnom d'« Étrangleur ottoman » chez les Chiraquiens en 1995), Édouard Balladur, énarque, est d'abord conseiller d'État, puis secrétaire général à l'Élysée sous Pompidou. En 1974, il rejoint le secteur privé et y connaît une brillante réussite financière. D'abord président de la GSI, une filiale de la CGE, dans le domaine informatique, il dirige ensuite la Compagnie européenne d'accumulateurs. Ses stock-options lui permettent de constituer un magot appréciable. Devenu conseiller de Jacques Chirac, maire de Paris et président du RPR, il est élu député de la capitale en 1986. Puis devient, de 1986 à 1988, ministre d'État chargé de l'Économie, des Finances et des Privatisations.

Lutte contre l'insécurité, privatisations, actionnariat populaire, emprunt public porté à 110 milliards de francs, tout semble réussir au Premier ministre. Pourtant, l'année 1994 va se révéler beaucoup plus délicate.

Vent force 8 !

Après l'échec de la réforme provocatrice du ministre de l'Éducation nationale, François Bayrou, le maintien d'un chômage très élevé conduit Balladur à souhaiter mettre en place un CIP (contrat d'insertion professionnelle) qui déclenche la fureur de la jeunesse. Le gouvernement doit reculer le 30 mars 1994. Enfin, à partir de juin, plusieurs ministres sont, tour à tour, mis en examen : Carignon, puis Longuet, enfin Roussin ! Toutefois, le renoncement de Jacques Delors à la présidentielle de 1995, annoncé le 11 décembre 1995, est une bonne nouvelle pour Édouard Balladur. Avec Jacques Chirac, les relations n'ont cessé de se tendre, les deux hommes visant désormais ouvertement la présidence de la République. Le 4 novembre, en dépit de mauvais sondages, Jacques Chirac annonce sa candidature à l'élection de 1995. Ayant rallié les UDF et nombre de RPR, au premier chef Nicolas Sarkozy, Balladur finit par se porter également candidat, le 18 janvier 1995. Les sondages le placent alors nettement devant !

Quant à la droite dure, elle s'engage également dans le combat, avec les candidatures de Philippe de Villiers et de Jean-Marie Le Pen.

Lente décantation à gauche

Alors que Michel Rocard tient la corde comme Premier secrétaire du parti, la lourde défaite des socialistes aux élections européennes de juin 1994 (14,49 %) entraîne son remplacement par Henri Emmanuelli. Peu à peu, Jacques Delors, libéré de la présidence de la Commission européenne, s'engage sur la voie d'une candidature à la présidentielle. Le 20 novembre 1994, le parti socialiste le plébiscite. Mais, sur l'insistance de son épouse, Jacques Delors finit par renoncer. Le 4 janvier, l'ancien ministre de l'Éducation nationale, Lionel Jospin, se déclare. Face à un Emmanuelli infiniment trop extrémiste, il est aisément désigné comme candidat par les socialistes, le 3 février 1995. Les écologistes, plutôt à gauche, se présentent, également, sous la bannière de Dominique Voynet. Robert Hue, pour le parti communiste, et Arlette Laguillier affirment leurs candidatures pour l'extrême gauche.

La pomme chiraquienne !

Cependant, Jacques Chirac, sous l'influence de sa fille Claude, conduit une campagne d'enfer ! Elle obtient de lui qu'il effectue des nombreux déplacements en province profonde en développant le thème de l'urgence de combattre la fracture sociale française. Et elle choisit comme symbole de sa

campagne une pomme, celle d'Apple, donnant un air contemporain à un Chirac de 63 ans qui ne sait pas même se servir d'une souris d'ordinateur ! Chirac n'a plus qu'un objectif : réconcilier les Français. Le véritable patron du RPR n'est jamais meilleur que lorsqu'il est donné perdant. Machine à gagner les élections, il sait toucher les Français par une capacité inégalée à parcourir le terrain et à serrer les mains. On le voit, ici, en milieu agricole, tenir un agneau dans ses bras, là dégustant un verre de vin, ailleurs jouant au baby-foot dans un café, ou encore portant un enfant au beau milieu d'une foule...

Il est vrai qu'après deux échecs à une présidentielle, Jacques Chirac n'aura pas de cession de rattrapage ! Il ne se prive pas de critiquer la méthode balladurienne, qui consiste à toujours céder devant les difficultés, à l'exemple des reculs sur les CIP ou sur la réforme des UIT. Et le volontarisme, le tonus de Chirac tranchent avec le style à la fois monarchique (la tête est bourbonnienne !) et étriqué (un imperméable riquiqui !) de Balladur. Qui des deux serait le plus capable, aurait la plus forte volonté d'action face au drame du chômage ? Peu à peu, l'opinion prend position.

Et on ne se gêne pas dans le camp chiraquien pour dénoncer la trahison de Balladur qui n'aurait pas tenu le serment fait à Chirac de ne pas se présenter à la présidentielle ! Il est vrai qu'après les coups pendables portés contre Chaban et Giscard, on est devenu expert en félonie du côté de « la chiraquie »... Et les officines RPR, qui n'en sont pas à leur coup d'essai, se complaisent à étaler les prétendues turpitudes du Premier ministre en place : patrimoine personnel important, affaire des HLM des Hauts-de-Seine...

Chirac devant !

C'est donc dans ce climat détestable que l'on apprend, un beau matin du début du mois de mars, que, pour la première fois, Jacques Chirac devance très légèrement Édouard Balladur dans un sondage. Trop sûr de lui, méprisant la démagogie outrancière de son adversaire, Balladur ne peut croire que Jacques Chirac va l'emporter. N'a-t-il pas démontré ses qualités d'homme d'État tant en 1986 (c'est lui qui a été le véritable Premier ministre) que depuis 1993 ? Aussi se décide-t-il à présenter un « shadow cabinet », annonçant qu'il prendra un centriste UDF comme Premier ministre, une femme de courage et de conviction, Simone Veil. Avec pour première mission la résorption du chômage. Cette initiative, inattendue, lui redonne l'avantage ! Quant à Lionel Jospin, peu apprécié par les caciques du PS, il conduit une campagne sérieuse et directe qui lui permet d'améliorer régulièrement son score dans les sondages.

Balladur second le 23 avril 1995

Le 23 avril, au premier tour, Lionel Jospin vire en tête, obtenant 23,3 % des suffrages. Il devance Édouard Balladur, qui atteint 20 %. Jacques Chirac n'est qu'en troisième position avec 19,5 % des voix. Jean-Marie Le Pen

dépasse 15 % alors que le communiste Robert Hue n'obtient qu'un faible 8,6 %. Avec les voix de Jean-Marie Le Pen et de Philippe de Villiers, la droite apparaît très fortement majoritaire, recueillant 59 % des bulletins de vote.

Balladur élu le 7 mai 1995

Avec 54,1 % des voix, Édouard Balladur triomphe aisément de Lionel Jospin au second tour de la présidentielle, le 7 mai 1995. Le soir même de son élection, le nouveau président tient à déclarer, après avoir remercié ses électeurs et indiqué sa volonté d'être au service de tous, qu'il n'effectuera qu'un septennat. Il estime, en effet, le travail épuisant et veut l'accomplir sur toute la durée de son mandat, hors de toute préoccupation électoraliste. Mais aussi parce qu'en 2002 il aurait 73 ans, un âge tout à fait raisonnable pour prendre sa retraite... Cette déclaration est très bien reçue par l'opinion.

Simone Veil en action

Le président de la République fixe 6 objectifs prioritaires pour le septennat : l'élargissement et l'approfondissement de l'Union européenne, le développement de l'emploi (notamment par la création d'entreprises unipersonnelles et pas seulement par des contrats aidés), la réduction des coûts de production des entreprises pour leur permettre de résister à la compétition internationale, la fixation de secteurs de croissance prioritaires (automobile, informatique, énergie solaire, nucléaire civil, machines-outils), l'équilibre durable du budget social de la nation, enfin la réforme territoriale visant à réduire l'absurde mille-feuille national qui empile les strates, du maire au président de région.

Avec une large vision, Simone Veil fait appel à Raymond Barre (sur le point d'être élu maire de Lyon) et à Valéry Giscard d'Estaing. Nommés tous deux ministres d'État, le premier se voit confier les Finances et le second, l'Économie et l'Industrie. Puis, la seconde femme Premier ministre après Édith Cresson, appelle Alain Juppé aux Affaires étrangères, où il a excellé lors de la cohabitation précédente. Charles Pasqua vient prendre l'Intérieur, alors que Nicolas Sarkozy se voit placé à la tête de la politique européenne, où son dynamisme devrait faire merveille. Sous sa haute surveillance personnelle, a tenu à préciser M^{me} Veil, ancienne présidente du Parlement européen, de 1979 à 1982... Assurément le président Balladur a réalisé un coup de maître : la popularité de Simone Veil est même supérieure à la sienne ! Qu'importe, il est parvenu à imposer sa vision globale : éviter le bouillonnement des réformes, fixer quelques priorités essentielles pour le devenir du pays, confier les responsabilités à des ministres expérimentés.

Et lors du premier conseil des ministres, il a fixé deux règles simples : toute mise en examen entraîne le départ du gouvernement et tout manquement à la solidarité gouvernementale de même. Et il a ajouté que tout abus dans les dépenses de déplacement (voitures de fonction, voyages à l'étranger...) et

dans celles des ministères (ameublement, tableaux, vins fins et alcools) serait sanctionné avec la plus extrême rigueur. Quant aux logements de fonction, ils seront désormais limités en taille ! Il faut, a-t-il expliqué, que les ministres soient au service de la population et non l'inverse ! Il y va de la crédibilité de l'action publique...

Un discours qui tranche agréablement avec les deux septennats précédents.